

1500

LE MONDE diplomatique

36 pages - 15 F
Algérie : 6 DA
Arabie Saoudite : 19,00 F
Belgique : 95 FB
Canada : 2,25 C
C-Fls : 990 F CFA
Espagne : 270 P
E.-U. : 2,50 \$ US
Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

MAI 1988
Les Zairois en état de survie
(Pages 24 et 25.)

SOCIÉTÉS ÉCARTELÉES, PLANÈTE DISLOQUÉE

Le terreau de l'extrême droite

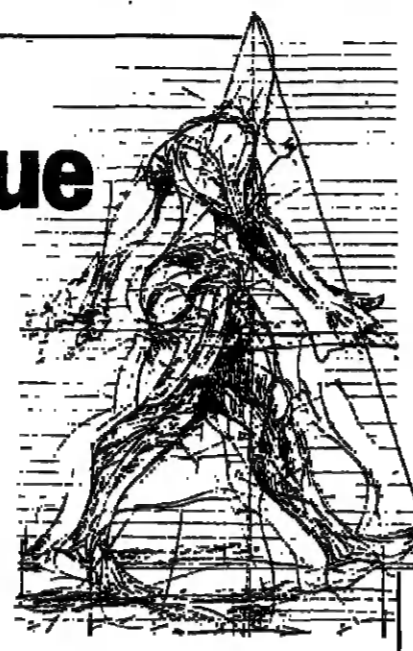
Par CHRISTIAN DE BRIE

fait de la France. Les immigrés seront les rois et on cotera à Paris, à la Bourse, en arabe. Avant vingt-cinq ans, la France sera une République islamique (7). - Je vous dis, moi, que si nous laissons cette situation s'instaurer, ou bien tout cela finira mal, ou bien la France et les Français, leur civilisation, leurs coutumes et leurs mœurs seront balayés (8).

et quatre millions trois cent soixante-quinze mille voix le 24 avril 1988 sur le nom de son candidat à la présidence. Bien que battu, M. Le Pen est présenté comme le gagnant du premier tour. L'immense majorité des électeurs (85 %) n'ont pas voté pour lui. C'est sans doute qu'ils ne voient pas les quatre cavaliers de l'Apocalypse, tous venus d'ailleurs, qui s'avancent, terrifiants, en ce crépuscule du deuxième millénaire chrétien. Si le premier - le mouvement communiste international, hégémonique, à tête d'empire soviétique totalitaire, - déjà dans la place, semble momentanément marquer le pas, les trois autres sont sur nous. L'invasion étrangère d'abord.

« Je suis la bête immonde qui monte, qui monte (1). - M. Le Pen poursuit son ascension. Désormais, le candidat du Front national à l'élection présidentielle n'aura plus besoin de tourner en dérision la peur du fascisme tant les thèmes qu'il a développés se sont banalisés (2). Les électeurs ont, pour 14,39 % voté pour lui lors du premier tour, le 24 avril, et ceux qui le suivent, fortifiés de se compter si nombreux, vont oser dire un peu plus haut et fort ce qu'ils pensaient, jadis, tout bas et que leur chef répète inlassablement depuis des années. Dès le soir du premier tour, certains témoins s'y sont exercés, haussant le ton comme on chausserait des bottes. - Rien ne se fera plus en France sans, et a fortiori contre, la volonté des électeurs du Front national (3). »

La fabrique des exclus



La pauvreté prolifère au sein d'une prospérité qui, en dépit de la stagnation économique, s'étale en un luxe tranquille. En quelques années, le traitement de la « crise » a dangereusement aggravé les injustices : disparités de revenus, mais aussi inégalités devant la culture, le logement, la santé, la justice, les loisirs. A l'abri de leurs privilèges, combien de citoyens contemplant avec apitoiement les familles et individus condamnés à vivre dans la précarité ? Combien préfèrent les ignorer ou se désintéressent de leur sort ? La France ne possède certes pas le monopole d'un tel écartèlement social. La fossé est peut-être encore plus profondément creusé aux pays de M^{me} Thatcher et de M. Reagan.

Le choc créé par cette poussée extrémiste prolongera ses effets longtemps après l'élection présidentielle, non seulement au sein de la droite déstabilisée et de la société française, mais encore en Europe, qui découvre avec stupeur la dimension de l'effet Le Pen. A juste titre ; on imagine les réactions françaises et internationales si un phénomène semblable s'était produit en Allemagne. Dans l'immédiat, il comporte des risques de dramatisation que certains pourraient être tentés d'utiliser, aussi bien par des manipulations sur les marchés monétaires et financiers que par des provocations à des affrontements violents. Fin avril, l'International Herald Tribune allait même jusqu'à présumer que « le sang pourrait couler (en France) avant la fin de la campagne (4). »

Parti du niveau zéro il y a tout juste sept ans, M. Le Pen atteint les sommets où évoluent les grandes formations qui se partagent la représentation populaire et le pouvoir politique. En 1981, il n'avait pu se présenter à l'élection présidentielle faute de réunir les cinq cents signatures nécessaires à la candidature, et les listes d'extrême droite totalisaient moins de cent mille voix aux législatives. Deux ans plus tard, le Front national émergeait aux élections municipales de mars 1983, entrant dans les mairies, avant de rassembler deux millions deux cent mille voix aux européennes de juin 1984, deux millions sept cent mille voix aux législatives et régionales en mars 1986

En vente dans les kiosques : LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS Manière de voir n° 2

DANS CE NUMERO : En quête d'unité

Noirs et Blancs réunis, beaucoup de pauvres aux Etats-Unis s'unissent pour soutenir la candidature de M. Jesse Jackson ; en France, l'extrême droite fait campagne contre l'immigration et ramporte 14,39 % des suffrages : le citoyen exprime comme il peut ses frustrations devant les défaillances du système social. La crise persistante incite les Deux Grands à s'entendre pour réduire l'effort d'armement, résoudre les conflits régionaux. Il faudrait aussi libérer la planète de ce gigantisme économique qui écrase des centaines de millions d'hommes, du Nord au Sud (voir le dossier pages 15 à 22).

lutte quotidienne des « Zairois en état de survie » (pages 24 et 25) fait pourtant ressortir la responsabilité du système économique mondial dans le gaspillage des énergies humaines. Tout comme les difficultés économiques de l'Amérique latine en « détresse » (page 14) montrent qu'il ne suffit pas de rétablir la démocratie pour s'affranchir des liens de dépendance à l'égard du même système.

RECETTES ÉPUSÉES

Une simple fresque de ces années de crise montre que les recettes du néolibéralisme sont épuisées, et que l'EUROPE pourrait bien être le socle d'une « relance mondiale » (pages 6 et 7), à condition d'interrompre cette fuite en avant qui sacrifie les travailleurs sur l'autel de la compétitivité - tels ces « paysans andalous » (page 8) déçus par l'adhésion de l'Espagne au Marché commun - au risque de fertiliser à nouveau le « terreau de l'extrême droite » (pages 1 et 13).

LES ARMES DE LA DIPLOMATE

En URSS, ce sont également les difficultés économiques qui auront déterminé « le grand tournant diplomatique » (page 5). Le marchandage stratégique avec les Etats-Unis impose la vigilance aux Européens, s'ils ne veulent pas faire les frais d'une nouvelle course aux « armes conventionnelles » (page 28). Le Pentagone, lui, n'entend pas se laisser prendre au dépourvu par ce réaménagement stratégique et dresse ses plans pour l'an 2000 (le « scénario sélectif » et « vieilles recettes », page 4), alors que M^{me} Reagan et Gorbachev s'emploient à résoudre les dangereux conflits régionaux. Victimes de l'un de ces plus vieux conflits, les Palestiniens de « la génération de l'intifada » (page 3) contribuent à relancer la dynamique des négociations, malgré les contraintes d'une occupation militaire dont, de son côté, l'écrivain afghan Spôjmal Zaribb témoigne au nom de tout son peuple, dans la nouvelle « Les bottes du défilé » (pages 26 et 27).

Sur cette planète disloquée, toujours en quête d'unité, la « diplomatie de Jean-Paul II » (pages 9 à 12), tournée vers la défense des valeurs spirituelles, devrait apporter son ciment. Mais le pape n'est-il point trop marqué par son expérience polonaise pour saisir tous les enjeux de l'évolution en cours entre l'Est et l'Ouest ?

M 2136 - 410 - 15,00 F
3792136015009 04100

Arabies magazine cover featuring a dove and text: 40 ANS D'ISRAËL : LA PALESTINE EN QUARANTAINE. HASSAN DE JORDANIE A BATONS ROMPUS. JOBERT : LA FRANGE DANS LA NASSE. REPORTAGE KAÏROUAN AME DU MACHREB.

Le numéro de mai d'Arabies, le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 F / 250 F étudiant. 78, rue Joubert 75017 Paris

LA STRATÉGIE AMÉRICAINE FACE AUX DÉFIS DE LA FIN DU SIÈCLE

« Dissuasion sélective » et vieilles recettes

ESTIMANT que les principes défendus en 1980 par l'administration Reagan avaient perdu de leur crédibilité dans un monde en rapide changement...

Par MICHAEL KLARE *

Pour préparer ce rapport, le Pentagone et le Conseil national de sécurité avaient choisi un groupe de personnalités éminentes...

Dans son introduction, la commission estime que les dernières décennies ont été marquées par un théâtre de profonds changements...

Le rapport souligne franchement la nécessité de revoir la stratégie américaine à la lumière des changements intervenus...

* Professeur à Hampshire College, Amherst (Massachusetts).

prise en considération d'idées neuves concernant la sécurité nationale - au sujet des mesures de contrôle des armements et d'une « défense alternative »...

Cette résistance à un renouvellement de la pensée est particulièrement flagrante dans la façon dont la commission aborde cette réalité nouvelle qu'est le danger croissant de conflits de faible intensité...

A cette fin, suggère la commission, les Etats-Unis doivent se défaire de leur préoccupation concernant les deux dangers extrêmes qui ont dominé la pensée stratégique...

stratégie américaine continue de concevoir ses plans en termes de dangers extrêmes, amoindissant ainsi la capacité des Etats-Unis à répondre aux défis ayant plus de chances de surgir ailleurs...

A première vue, cette insistance mise sur ces scénarios non nucléaires, non apocalyptiques, est pleine d'intérêt. Il est certain que tout le monde bénéficierait d'une détente dans la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS...

Ce risque apparaît à plusieurs reprises dans le rapport. Il y a tout d'abord la suggestion d'améliorer la capacité à intervenir dans des régions éloignées sans avoir à s'appuyer sur des bases à l'étranger...

Si ces recommandations étaient bien observées, devrait s'assurer un engagement accru des Etats-Unis dans les conflits régionaux et internes en Amérique centrale, dans l'Afrique subsaharienne, dans la région du Golfe et en Asie du Sud-Est...

Il est une autre option envisagée par la commission qui provoquerait un risque d'escalade nucléaire en Europe de l'Est ou en URSS...

de représailles, nous constituons des unités qui puissent intervenir rapidement et soient à même de faire sentir leur puissance avec discernement et souplesse...

A l'époque, les conseils de M. Kissinger furent accueillis avec un très grand enthousiasme par les jeunes responsables qui rejoignirent l'administration Kennedy au début des années 60...

Diem commença à rencontrer des difficultés, Kennedy ordonna un vaste développement de l'action anti-insurrectionnelle au Vietnam du Sud.

Nul ne sait si l'histoire se répètera. Mais il est certain que le rapport de janvier dernier a pour but de légitimer l'usage de la puissance militaire américaine dans les conflits régionaux du tiers-monde, et donc de donner le « syndrôme vietnamien »...

De gros risques d'escalade

Le spectre d'un regain d'interventionnisme est peut-être l'aspect le plus inquiétant, mais il n'est pas le seul élément troublant. Dans presque tous les scénarios envisagés, la commission prend position en faveur d'actions militaires américaines qui impliquent des risques non négligeables d'escalade...

L'une de ses principales recommandations est alors le développement rapide d'armes non nucléaires « intelligentes », dont le potentiel de destruction approcherait celui des armes nucléaires à faible performance...

La substitution d'armes conventionnelles aux armes nucléaires est certes hautement souhaitable. Mais l'utilisation d'armes « quasi nucléaires » de ce type contre le territoire de l'URSS pourrait provoquer une réplique nucléaire aussi bien qu'une réplique conventionnelle...

« serait inévitablement planifiée et menée à l'ombre de la menace nucléaire ». Ainsi, « même si l'OTAN améliorait très sensiblement ses défenses conventionnelles, l'alliance voudrait posséder des armes nucléaires (dont des armes basées en Europe) »...

On peut, bien sûr, se demander si une telle réplique accélérerait ou préviendrait une escalade de la guerre nucléaire. En revanche, il est parfaitement clair que de telles recommandations ne permettent pas à l'Europe d'échapper au risque nucléaire qui menace depuis longtemps le continent...

En un sens, le rapport constitue un effort désespéré, l'ultime tentative d'une vieille génération de stratèges conservateurs pour moderniser, et de la sorte perpétuer, la doctrine de la guerre froide dont ils sont les héros depuis longtemps...

(1) Pour une analyse de la doctrine américaine des conflits de faible intensité, voir Michael Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », Le Monde diplomatique, mars 1985. (2) Au sujet des vues démocrates sur la défense, lire Michael Klare, « Les démocrates plus réalistes que M. Ronald Reagan », Le Monde diplomatique, avril 1987. (3) Sur ce type d'armes, lire Michael Klare, « Des armes « quasi nucléaires », Le Monde diplomatique, avril 1983.

LES 40 ANS D'ISRAËL. Le Monde 36 PAGES / 25 FRANCS. EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE. Includes a photo of a soldier in uniform.

ISRAËL fête ses quarante ans. Au commencement, il y eut le partage manqué de 1947, la première guerre israélo-arabe et la naissance douloureuse de l'Etat juif dans un environnement régional hostile...

Le Monde 36 PAGES / 25 FRANCS. EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE. Includes a photo of a soldier in uniform.

(Publicité) VIENT DE PARAITRE PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS GRAND NUMÉRO SPÉCIAL LE CAMEROUN DE PAUL BIYA AUTEUR D'UN CHAOS ANNONCÉ EXTRAIT DU SOMMAIRE

Études secondaires complètes INSTITUT Valérieuse. Baccalauréat • Maturité fédérale suisse • Diplôme de commerce • Informatique. Cours d'été : rattrapage, sports...

Le grand... Les changements... Les voies de la... A paix en Europe et la paix en Chine ont la même importance... Institut Valérieuse

chrétienté

restaorée

times d'une intolérance... camouflée sous des prétextes... il parla du sanctuaire de Notre-Dame de Kiev en Ukraine.

la visite du pape. Et, alors que Jean-Paul II était sans cesse montré par les télévisions sautant d'une île à l'autre...

une de ses copies conformes. Pareille distinction est faite par la droite américaine. Elle accorde bénéfice du doute aux dictateurs qui sont « de notre bord ».

intraîtable. Il a, dit-on, en mémoire le cas de Mgr Tiao, le fantôme de Hitler, qui dirigea la Tchécoslovaquie pendant la guerre. Les prêtres engagés dans la politique compromettent l'Eglise, dit le pape. Un point, c'est tout.



SAINT FRANÇOIS BÉNÉDISSANT LES OISEAUX (GIOTTO, FRESCO D'ASSISE)

de l'Eglise ukrainienne

Pimoz a même présenté des éléments du programme du voyage... A Moscou (ou à Zagreb)...

Maintenir les prêtres hors de la politique

L'AMÉRIQUE latine est une exception à la règle selon laquelle il n'existe pas de forum où la politique du Vatican puisse être discutée. Cette instance est la commission pontificale pour l'Amérique latine...

variés : guerre civile au Salvador, dictature militaire hostile aux catholiques au Guatemala, régime de gauche associant à un totalitarisme détesté au Nicaragua.

Il existe cependant une exception, une seule, et elle est étonnante, dans cette critique globale de la théologie de la libération en tant qu'idéologie prédominante fondée sur le marxisme.

du débarquement de Christophe Colomb en Amérique. En 1984, Jean-Paul II se rendit à Saint-Domingue et inaugura une « neuvaine d'évangélisation ».

Visitant, le 17 janvier 1988, le diocèse de la presse étrangère de Rome, le pape fit savoir qu'il ne pouvait pas aller en URSS sans passer par des catholiques de Lituanie, de Lettonie, de Biélorussie, du Kazakhstan et d'Ukraine.

Citons un cas de « fuite » des travaux de la commission pour l'Amérique latine. Il s'agit de la réunion qui se tint du 8 au 12 juillet 1981, la dernière à laquelle assista le Père Pedro Arrupe, général des jésuites. Thème des débats : l'Amérique centrale.

Il convient aussi de souligner que, lors de la réunion de 1981, Mgr Casaroli prit la défense des trois prêtres membres du gouvernement sandiniste, insistant sur le fait que le Nicaragua se trouvait « en état d'urgence ».

Le pape adore les anniversaires. L'Amérique latine où, selon Jean-Paul II, « humainement parlant, l'avenir de l'Eglise se joue », en célèbre deux en cette fin de siècle. En 1992, sera fêtée la cinquantième anniversaire

Tout cela ne signifie pas que le pape II visitera prochainement l'URSS. L'important, c'est que « simple projet d'une visite officielle ».

Les visites pontificales en Espagne et aux Etats-Unis ont été effectuées par le pape lui-même, mais la liberté religieuse est respectée.

Mais, dans ce cas encore, le pape, de par son expérience polonaise, se montra

Quo s'était-il passé ? En bref, Jean-Paul II avait eu l'occasion de mieux connaître les évêques brésiliens lors d'une rencontre au Vatican en mars 1986.

L'Eglise ne doit-elle pas chercher à servir, au lieu de dominer ? Qu'est-ce que les exhortations de Jean XXIII à collaborer avec « tous les hommes de bonne volonté » ? Les hommes et les femmes de bonne volonté ?

(5) Le pape a commenté le 5 janvier devant le corps diplomatique l'assassinat de Gorbachev... (6) Cité dans The Tablet, Londres, 21 novembre 1987.

Par BEATRICE LEUNG. L'EVIDENCE, quelques choses bougent dans les relations entre la Chine et le Vatican. Le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, s'est rendu en novembre 1987 à Pékin.

Par BEATRICE LEUNG. Patriotique des catholiques chinois afin de contrôler l'Eglise, il exerce une énorme pression sur les chefs religieux afin qu'ils rompent tout lien avec Rome.

Rome-Pékin, ou la quadrature du cercle

Pie XII, dans trois encycliques, dénonça les brutalités dont l'Eglise était victime. L'Amérique de Chine était-elle schismatique ? Jean XXIII pensa qu'elle ne l'était pas formellement, car elle ne pouvait agir librement, et sa rupture avec Rome pouvait s'expliquer par les extraordinaires pressions qu'elle subissait.

Les pressions sur l'Eglise ne sont intensifiées à partir de 1986 et de la révolution culturelle. Elles visent d'ailleurs autant les catholiques patriotes que ceux qui demeurent loyaux envers Rome.

Hongkong et Macao, qui doivent être prochainement intégrés à la Chine, se voient offrir une autre version de la théorie de l'Eglise-pont. Car, lorsque la formule « une nation, deux systèmes » sera appliquée, les catholiques de Hongkong et de Macao n'auront pas à rompre leurs relations avec Rome.

Observations économiques. Jean-Marcel JEANNENEY. L'annuaire mensuel traite sous ce titre : Les pays en développement ; Les pays industrialisés ; Les pays émergents.

Eglise « schismatique » ?

La guerre de Corée (1950-1953) renforce les sentiments anti-impérialistes de la Chine. Les missionnaires, français en particulier, avaient tenté d'imposer leurs méthodes de pensée aux Chinois.



J. ADAM SEDGWICK, VON WELLM, HESLUK ALLEHMANN, ASTRONOME ET MISSIONNAIRE EN CHINE AU XVIIIe SIÈCLE.

MAIS le Vatican ne suit pas décoder correctement le message reçu de Chine via une remarque de l'évêque de Pékin. Celui-ci répondit au discours papal de Manille en estimant que le Vatican était à l'origine de bien des activités « illégales » de type religieux en Chine et que, aussi longtemps que le Vatican aurait des relations diplomatiques avec Taiwan, il ne serait pas question pour le pape de visiter le pays.

Les exemples de Hongkong et de Macao. Bien que l'article 36 de la Constitution chinoise garantisse la liberté religieuse, des règles précises en limitent l'exercice. Aucun écrit religieux ne peut entrer en Chine par la poste.

Table with columns: LETTRE 30 p. / an, REVUE 4 n° / an, REVUE LETTRE. Includes subscription rates for different regions and contact information for the publisher.

La « question des rites » oppose Rome - qui impose sa loi - aux jésuites missionnaires en Chine, qui voulaient introduire certains rites religieux traditionnels chinois dans la liturgie chrétienne. Lire notamment Les Jésuites en Chine. La question des rites (1552-1773), présentée par René-Jean Liard, Paris, 1966.

LA RELANCE D'UNE VIEILLE FORMULE

L'« unité des catholiques italiens »

L'ITALIE est un pays un peu particulier en raison d'une situation qu'ignorent d'autres nations: certes Rome est sa capitale, mais c'est une capitale qui a été ravie au pape. Le successeur de Pierre habite sur une bande de territoire indépendant et souverain à l'intérieur même de la capitale italienne, mais il est aussi l'évêque de Rome, et l'un des titres qu'il porte est justement celui de Pontife romain. Pour le monde catholique, Rome est moins la capitale de l'Etat italien que la capitale de la catholicité.

Par DOMENICO DEL RIO

n'est pas la Rome italienne, c'est Rome papale. Les Congrégations et les organismes qui constituent le gouvernement du pape s'appellent la curie romaine. Dans cette situation, il est facile d'imaginer combien peuvent être délicats les rapports entre le Saint-Siège et l'Italie et quel terrain propice se trouve ainsi offert au jeu des influences. Et ce d'autant plus qu'en Italie le Saint-Siège se confond avec l'Eglise italienne: il n'est pas rare que pape et évêques italiens se relayent lorsqu'il s'agit de faire pression sur le pays ou sur la classe politique.

1987, une rencontre entre le cardinal Casaroli et M. Gorla, démocrate-chrétien, président du conseil, qui s'était déroulée dans une localité non précisée de la plaine du Po, aplanissait les choses, et la question de l'heure de religion fut mise sous le boisseau. Les rapports entre l'Italie et le Saint-Siège sont également définis par ce que l'on nomme le Traité, qui, en même temps que le concordat, fait partie des pactes du Latran, ainsi appelé parce qu'ils furent signés au palais du Latran, le 11 février 1929, par Mussolini et le cardinal Gasparri, alors secrétaire d'Etat.

interdit toute ingérence de la part de l'Etat italien dans les activités des organismes centraux de l'Eglise. A la suite de l'affaire Marcinus, des voix se sont élevées pour demander une révision du Traité, comme cela a été fait pour le concordat. Mais, sur ce point, le Saint-Siège apparaît inébranlable. Et, en outre, aucun gouvernement italien, qu'il soit démocrate-chrétien ou socialiste, n'oserait proposer de mettre en discussion un texte qui assure souveraineté et privilèges souverains au pontife et à son Etat.

épiscopale italienne (CEI). Grâce au nouveau concordat, la CEI acquiert une importance « politique ». On l'a vu tout de suite avec l'« entente » sur l'heure de religion, signée en décembre 1985 par M. Falconi, ministre de l'Instruction publique, et le cardinal Ugo Poletti, président de la CEI. Après la signature de l'accord, le ministre et le cardinal ont porté des toasts et bu du mousser. Les parlementaires, qui, dans ces affaires, se montrent particulièrement distraits, ont approuvé l'entente puis, comme cela s'était produit avec le nouveau concordat, ils se sont aperçus, non sans un certain désappointement, de petites « astuces » favorables aux évêques.

La ratification du nouveau concordat

ON en a en la preuve avec la révision du concordat (qui remontait à 1929, c'est-à-dire au temps de Mussolini) signé le 18 février 1984 par M. Craxi, socialiste, chef du gouvernement, et par le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Saint-Siège. Cette « révision », fruit d'un travail diplomatique qui avait duré de longues années, constituait un objectif politique convoité, un honneur que tous les présidents du conseil auraient voulu pour eux-mêmes: passer à l'histoire, à l'histoire de l'Italie du moins, comme le signataire du nouveau concordat. C'était l'ambition des démocrates-chrétiens, de M. Andreotti en particulier, mais c'était aussi le désir de M. Spadolini, du Parti républicain, un laïque d'une laïcité venue en droite ligne du Risorgimento, auteur de livres d'histoire sur les rapports entre l'Italie et le Vatican.

Parlement approuva volontiers. Seuls les libéraux, attachés à une tradition de stricte séparation entre l'Eglise et l'Etat, s'y opposèrent. Les autres forces politiques, y compris les communistes, estimèrent que la ratification du nouveau concordat était un acte de déférence à l'égard du Saint-Siège. Par la suite, nombreux furent ceux qui s'aperçurent qu'ils avaient quelque peu manqué d'attention à l'égard du contenu du texte approuvé, alors que l'autre contractant, le Vatican, avait pris soin de faire figurer un certain nombre de dispositions avantageuses pour lui.

Ce Traité, aujourd'hui encore en vigueur, concernait principalement la reconnaissance de l'Etat de la cité du Vatican et des propriétés extraterritoriales du Saint-Siège en Italie (par exemple, un certain nombre de palais romains), ainsi que des indemnités pour les dommages subis par le pape du fait de l'occupation de Rome en 1870. L'Etat italien versait au Saint-Siège une somme s'élevant alors à 1.750 milliard de lires. Le Traité contient d'autres articles qui peuvent susciter des ambiguïtés et des difficultés dans les rapports entre l'Italie et le Vatican. Par exemple, la révision du concordat a aboli le principe, figurant dans les pactes du Latran, de la religion catholique comme religion d'Etat. La connotation confessionnelle de l'Etat italien a disparu, et pourtant le Traité, qui n'a subi aucune révision, conserve un article affirmant: « La religion catholique apostolique et romaine est la seule religion de l'Etat. »

En tous les cas, avec la révision du concordat, un élément nouveau a pris place officiellement dans les rapports entre l'Etat et le Saint-Siège: il s'agit de l'Eglise italienne. Dans le contexte du concordat, l'Etat accepte la contribution de l'Eglise « pour la promotion de l'homme et pour le bien du pays ». Ici, naturellement, quand on dit Eglise, il faut lire les évêques, la Conférence

En Italie se produit encore ce qui n'arrive plus dans les autres nations européennes, pas même en Espagne: au moment des élections, les évêques demandent à la population de voter pour le parti d'inspiration chrétienne, et aux catholiques de faire preuve d'unité dans leur choix politique. La formule de l'« unité des catholiques » avait subi une certaine éclipse, mais elle a été relancée avec force par Jean-Paul II au cours du synode des évêques à Loreto, en avril 1985. Cette époque était également une période préélectorale. Le congrès se perdait en finesses socio-politiques, prenait plaisir à des considérations d'exégèse et de spiritualité. Le pape arriva et, en parfait homme du Nord qui n'a ni complexés ni hésitations, et ne recourt pas aux ruses intellectuelles du latin, relança le thème de l'unité des catholiques en politique. Les évêques italiens continuent de se nourrir de ce discours auquel ils n'ont pas manqué de se référer à la veille des élections de 1987. C'est inspiré par ce texte, et conformément à la philosophie de Jean-Paul II, qu'agissent les mouvements catholiques tel Communium et Libération. Celui-ci s'agit pour rendre plus catholique le Parti démocrate-chrétien lui-même, pour le débarrasser, disent ses partisans, des tendances inspirées par la philosophie des Lumières et les idéaux maçonniques qu'y aurait introduites M. De Mita, son secrétaire...

Cette signature, le socialiste Bettino Craxi fut le plus prompt à l'apposer. Le

C'est ainsi que, ces derniers mois, a surgi la controverse sur l'heure de religion dans les écoles publiques, une pomme de discorde offerte par certaines forces politiques laïques et par les communistes. Il a été facile pour le Saint-Siège de l'emporter sur le gouvernement, en affirmant que si l'on touchait à l'heure de religion, on touchait au concordat. Le secrétaire d'Etat envoya, en effet, une note en ce sens au gouvernement. Au début d'octobre

Dans l'affaire de la faillite du Banco Ambrosiano, dans laquelle était impliqué l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) - la Banque du Vatican - les juges du tribunal de Milan ont émis un mandat d'arrêt, pour banqueroute frauduleuse, à l'adresse de Mgr Paul Marcinkus, évêque et président de l'IOR. Le mandat d'arrêt a été annulé par la Cour de cassation en application de l'article II du Traité, qui

En Italie se produit encore ce qui n'arrive plus dans les autres nations européennes, pas même en Espagne: au moment des élections, les évêques demandent à la population de voter pour le parti d'inspiration chrétienne, et aux catholiques de faire preuve d'unité dans leur choix politique. La formule de l'« unité des catholiques » avait subi une certaine éclipse, mais elle a été relancée avec force par Jean-Paul II au cours du synode des évêques à Loreto, en avril 1985. Cette époque était également une période préélectorale. Le congrès se perdait en finesses socio-politiques, prenait plaisir à des considérations d'exégèse et de spiritualité. Le pape arriva et, en parfait homme du Nord qui n'a ni complexés ni hésitations, et ne recourt pas aux ruses intellectuelles du latin, relança le thème de l'unité des catholiques en politique. Les évêques italiens continuent de se nourrir de ce discours auquel ils n'ont pas manqué de se référer à la veille des élections de 1987. C'est inspiré par ce texte, et conformément à la philosophie de Jean-Paul II, qu'agissent les mouvements catholiques tel Communium et Libération. Celui-ci s'agit pour rendre plus catholique le Parti démocrate-chrétien lui-même, pour le débarrasser, disent ses partisans, des tendances inspirées par la philosophie des Lumières et les idéaux maçonniques qu'y aurait introduites M. De Mita, son secrétaire...

En Italie se produit encore ce qui n'arrive plus dans les autres nations européennes, pas même en Espagne: au moment des élections, les évêques demandent à la population de voter pour le parti d'inspiration chrétienne, et aux catholiques de faire preuve d'unité dans leur choix politique. La formule de l'« unité des catholiques » avait subi une certaine éclipse, mais elle a été relancée avec force par Jean-Paul II au cours du synode des évêques à Loreto, en avril 1985. Cette époque était également une période préélectorale. Le congrès se perdait en finesses socio-politiques, prenait plaisir à des considérations d'exégèse et de spiritualité. Le pape arriva et, en parfait homme du Nord qui n'a ni complexés ni hésitations, et ne recourt pas aux ruses intellectuelles du latin, relança le thème de l'unité des catholiques en politique. Les évêques italiens continuent de se nourrir de ce discours auquel ils n'ont pas manqué de se référer à la veille des élections de 1987. C'est inspiré par ce texte, et conformément à la philosophie de Jean-Paul II, qu'agissent les mouvements catholiques tel Communium et Libération. Celui-ci s'agit pour rendre plus catholique le Parti démocrate-chrétien lui-même, pour le débarrasser, disent ses partisans, des tendances inspirées par la philosophie des Lumières et les idéaux maçonniques qu'y aurait introduites M. De Mita, son secrétaire...

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux: tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES magasin d'exposition PEUGEOT Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98 Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 88 50 83 - Télex 615 072 F SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

Vint un autre pontificat. Sous l'impulsion du nouveau pape polonais, fort résolu, l'Eglise italienne voulut se mesurer directement avec la société italienne. Un référendum fut organisé, visant à l'abrogation de la loi sur l'avortement. Jean-Paul II intervint ouvertement contre la loi. La consultation eut lieu le 17 mai 1981. Le résultat fut désastreux pour l'Eglise: 67 % des Italiens confirmèrent la loi, 32 % votèrent contre. Moment dramatique pour une autre raison: il y avait, quatre jours avant le vote, Ali Agca avait tiré contre le pape, place Saint-Pierre. Le référendum a souligné le faible impact du catholicisme sur la société italienne, mais il fut aussi le début d'un réveil. « Partir de 32 », tel a été le slogan du monde catholique italien. C'est aussi peut-être à cause du souvenir de ces journées que Jean-Paul II continue d'avoir une sombre vision d'un pays comme l'Italie dont il est, étant pape, le primate. Et, en mai 1987, il a lancé un appel aux évêques « pour que l'Italie retrouve un visage chrétien ».

Sous l'actuel pontificat, le rapport entre l'Eglise et la Démocratie chrétienne tend à s'inverser. Avant, on parlait de « collatéralisme » et, par ce mot, on entendait l'appui ouvert que le monde catholique et ecclésiastique donnait à la Démocratie chrétienne. Sous la poussée du concile, le « collatéralisme » direct tendait à disparaître. Maintenant, de la part du monde catholique, sous la pression des conceptions de Jean-Paul II, a surgi une demande de « collatéralisme » inversé; on demande à la Démocratie chrétienne, parti de gouvernement, d'appuyer davantage les initiatives de l'Eglise et les manifestations de présence active des catholiques dans le pays.

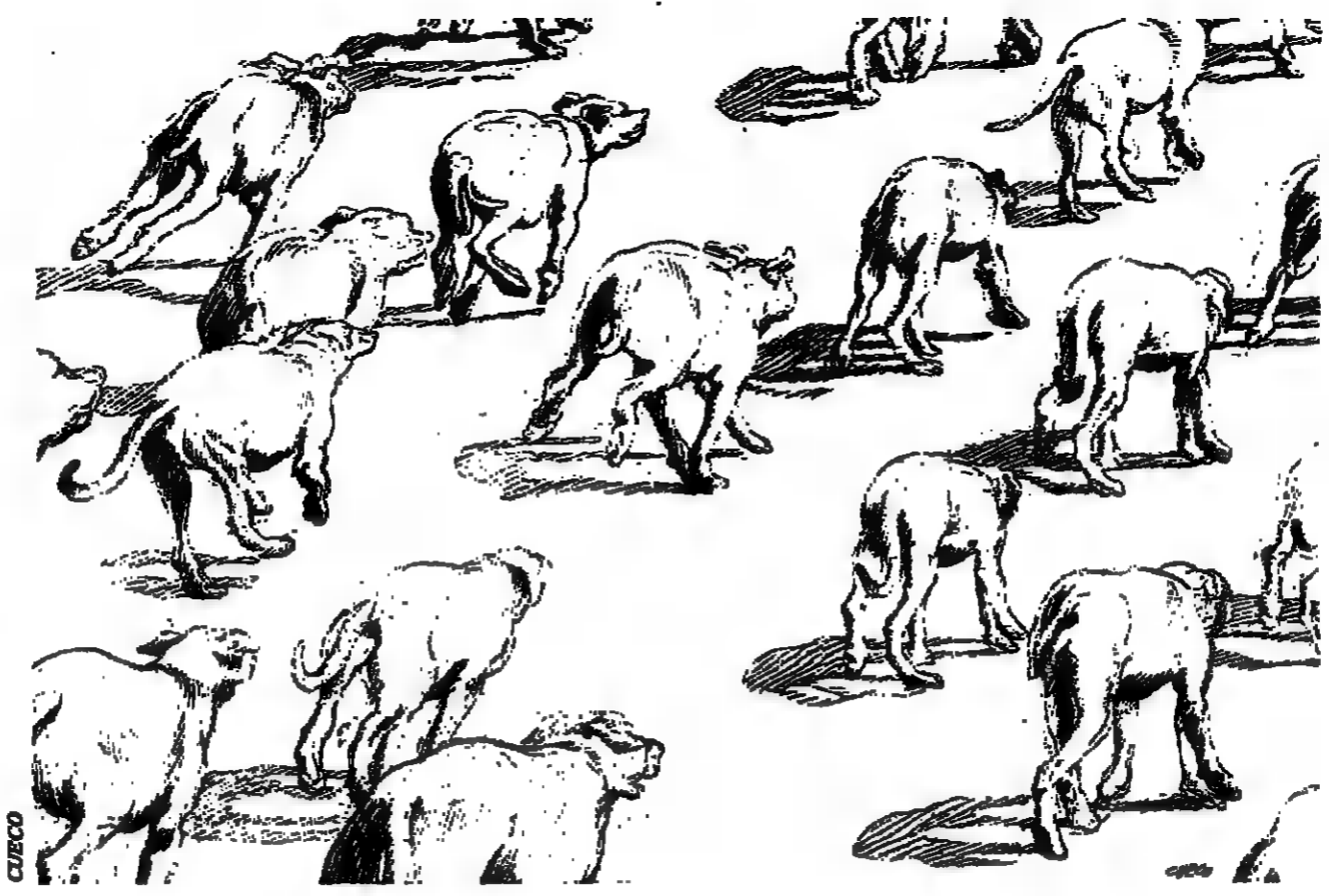
MEMENTO DEFENSE - DESARMEMENT 1988. Unique en langue française. 15 experts internationaux réunis par un institut indépendant. Des analyses rigoureuses et une documentation exceptionnelle sur: négociations et rapport des forces Est-Ouest, sécurité et défense de l'Europe, dépenses militaires et ventes d'armes... Un outil de consultation indispensable et essentiel. Un livre de 264 pages, 95 FF. GRIP 33, rue Van Hoorde, B - 1030 Bruxelles (tél.: 2-241.84.20) - Diffusion Populaire 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris (tél.: 1-45.32.06.23)

« Le fascisme n'est pas improbable ». Georges Pompidou, 1964. « Le fascisme n'est pas improbable, il est même, je dirais, de nous que le socialisme communiste. A nous de nous sommes prêts, pour rester aux utopies de la destruction. Mais, en attendant, il faut dire à nos citoyens de ne pas perdre de vue... »

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

DÉMOCRATIE ET AUSTÉRITÉ ÉCONOMIQUE EN EUROPE

Le terreau de l'extrême droite



Le Front national a développé avec soin son réseau de relations dans divers pays étrangers. Son leader s'est rendu en Belgique, en Espagne, en Grèce, en Suisse, mais aussi en Côte-d'Ivoire, aux États-Unis, à Hongkong, aux Philippines, au Japon, en Corée du Sud.

épiscopale italienne (CEI). Ce nouveau concordat, la CEI juge d'importance « politique ».

référendum de 1981

En Italie se produit encore et s'arrivera plus dans les autres pays européens, pas même en Espagne au moment des élections, les électeurs demandent à la population de voter pour le parti d'inspiration chrétienne et aux catholiques de faire preuve d'unité dans leur choix politique.

(Suite de la première page.) Le Front national a développé avec soin son réseau de relations dans divers pays étrangers. Son leader s'est rendu en Belgique, en Espagne, en Grèce, en Suisse, mais aussi en Côte-d'Ivoire, aux États-Unis, à Hongkong, aux Philippines, au Japon, en Corée du Sud.

En Italie se produit encore et s'arrivera plus dans les autres pays européens, pas même en Espagne au moment des élections, les électeurs demandent à la population de voter pour le parti d'inspiration chrétienne et aux catholiques de faire preuve d'unité dans leur choix politique.

écrit Julius Evola, en 1941, dans *Éléments pour une culture raciale* (23).

Le vivier et les déçus

On retrouve les couches successives agglutinées autour du vieux fonds de roulement des différentes familles de l'extrême droite que l'homme du recouru a réussi à fédérer.

Le Front national a développé avec soin son réseau de relations dans divers pays étrangers. Son leader s'est rendu en Belgique, en Espagne, en Grèce, en Suisse, mais aussi en Côte-d'Ivoire, aux États-Unis, à Hongkong, aux Philippines, au Japon, en Corée du Sud.

« Le fascisme n'est pas improbable »

« Nous sommes arrivés à un point extrême où il faudra, n'en doutons pas, mettre fin aux spéculations et recréer un ordre social. Quelqu'un tranchera le nœud gordien. La question est de savoir si ce sera en imposant une discipline démocratique garante des libertés ou si quelque homme fort et casqué tirera l'épée comme Alexandre ».

l'Assemblée européenne (où ses trois députés siègent avec les dix du Front national) ; et que l'on assiste en Allemagne à une nouvelle poussée de l'extrême droite, qui réussit à rassembler 3 % des voix en Bavière et 5 % au Bade-Wurtemberg.

« Le fascisme n'est pas improbable »

« Nous sommes arrivés à un point extrême où il faudra, n'en doutons pas, mettre fin aux spéculations et recréer un ordre social. Quelqu'un tranchera le nœud gordien. La question est de savoir si ce sera en imposant une discipline démocratique garante des libertés ou si quelque homme fort et casqué tirera l'épée comme Alexandre ».

Europe au Siècle des lumières par une bourgeoisie conquérante dont ils sont les héritiers. C'est cette flamme qui inspire la vertu républicaine et les aspirations démocratiques à la liberté, l'égalité, la tolérance, la justice et au droit au bonheur qui fondent le pacte social, aujourd'hui gâvaudé par ceux qui ont la charge de le réaliser.

Il y a trop longtemps que les grandes forces politiques - Parti socialiste, RPR et UDF - tentent d'utiliser le Front national en valorisant son influence. La gauche, comme repoussoir et pour diviser la droite. La droite, comme force d'appoint et pour justifier le durcissement de sa politique libérale.

Mais les responsables politiques placés en première ligne ne doivent pas masquer la cohorte des élites industrielles, financières, technocratiques. Avec brutalité et arrogance, elles ont mis en œuvre des politiques successives de rigueur et de restructuration, qui toutes ont échoué, pour tenter de sortir d'une crise qu'elles n'ont pas su prévenir.

« Le fascisme n'est pas improbable »

« Nous sommes arrivés à un point extrême où il faudra, n'en doutons pas, mettre fin aux spéculations et recréer un ordre social. Quelqu'un tranchera le nœud gordien. La question est de savoir si ce sera en imposant une discipline démocratique garante des libertés ou si quelque homme fort et casqué tirera l'épée comme Alexandre ».

Table with 2 columns: Country and Party Name. Includes Yugoslavia, France, etc.

Advertisement for 'langue française' with contact information and a list of services.

Advertisement for 'Politis' magazine, 'Le nouvel hebdo à gauche', published every Thursday.

Additional text at the bottom left, possibly related to the 'langue française' advertisement.

RÉCESSION ÉCONOMIQUE, DETTE EXTÉRIÈRE, DÉGRADATION SOCIALE

Arracher l'Amérique latine à sa détresse

PRESQUE partout, en Amérique latine, la démocratie a été rétablie (le Chili et le Paraguay constituent des anachronismes politiques). Mais la joie des citoyens devant les libertés recouvrées a été de courte durée. La réalité économique s'est chargée de leur rappeler que les malheurs n'étaient pas terminés, et que les politiques à courte vue conduites dans les années 70 ont des conséquences de longue durée sur leur vie quotidienne.

L'endettement extérieur massif, en cette période de crise économique, a en effet provoqué un arrêt brutal de la croissance et plongé le continent dans la plus grave récession de son histoire. Le niveau de vie des citoyens a reculé de dix ans, les classes moyennes s'amenuisent, la grande pauvreté s'étend alors que la démographie continue de croître, que la violence et l'insécurité se répandent et que le chômage se généralise. Bref, l'Amérique latine menace de faire naufrage devant l'impuissance de ses gouvernants et dans l'indifférence du monde.

En analysant le cas de trois pays - Brésil, Mexique et Chili, - Jacques Chonchol propose des voies pour faire sortir ce continent de sa détresse.

Par JACQUES CHONCHOL *

Dans les décennies 1960 et 1970, la plupart des pays latino-américains ont connu une importante croissance économique globale; le revenu moyen par habitant et l'espérance de vie augmentèrent régulièrement. Les gouvernements purent accroître leurs investissements et leurs dépenses sociales et éducatives, ce qui permit non seulement de meilleures conditions de vie, mais aussi une plus grande mobilité économique et socio-professionnelle.

La hausse moyenne des prix à la consommation était passée de 56% en 1980 à 187% en 1987. L'accélération de l'inflation depuis 1980 et les politiques de restriction appliquées pour faire face à la crise ont fait chuter les salaires réels. Les salaires minimaux urbains étaient en 1987 au Brésil, au Chili, en Equateur, au Mexique, au Pérou et en Uruguay inférieurs de 30% à 40% à ce qu'ils étaient en 1980. Les salaires agricoles diminuèrent, dans seize pays d'Amérique latine, de 10% entre 1980 et 1983 et encore de 6% entre 1983 et 1985.

L'urbanisation se poursuivait, la population des villes passa de 50% en 1960 à 63% en 1980 (population totale : 570 millions de personnes). Un bon nombre de pays cessèrent d'être, en 1980, fondamentalement agricoles pour devenir de plus en plus industrialisés avec un essor considérable des services modernes liés à l'industrialisation.

La crise a eu trois conséquences négatives sur le marché du travail et, partant, sur les conditions de vie de la population : incapacité de l'économie à créer de nouveaux emplois, changement de la nature des emplois au détriment des plus productifs, et diminution des salaires des travailleurs.

Toutefois, cette croissance régulière des économies se fit surtout au profit des plus riches et des classes moyennes. Et comme l'inégalité dans la distribution des revenus ne diminuait pas, près de 40% de la population vivait, en 1980, en condition de grande pauvreté.

Entre 1980 et 1985, le nombre de chômeurs a augmenté de 48%. D'autre part, pendant la même période, presque le tiers des actifs n'avaient que des « petits boulots ». Dans les campagnes, les emplois saisonniers augmentaient beaucoup plus vite que les permanents. Tous les salaires diminuèrent en valeur réelle. Les différents groupes de travailleurs virent décroître leur pouvoir d'achat moyen : de 12% pour les travailleurs industriels, de 15% pour les salariés agricoles, de 18% pour les travailleurs de la construction (2).

En 1970, il y avait en Amérique latine, cent douze millions de personnes sous-alimentées, souvent analphabètes, vivant dans des huttes à la campagne ou dans des bidonvilles dans les cités, presque sans accès aux dispensaires médicaux et autres services sociaux. En 1980, malgré la croissance économique, le nombre des pauvres atteignait le chiffre de cent trente millions de personnes, c'est-à-dire le tiers de la population totale d'Amérique latine.

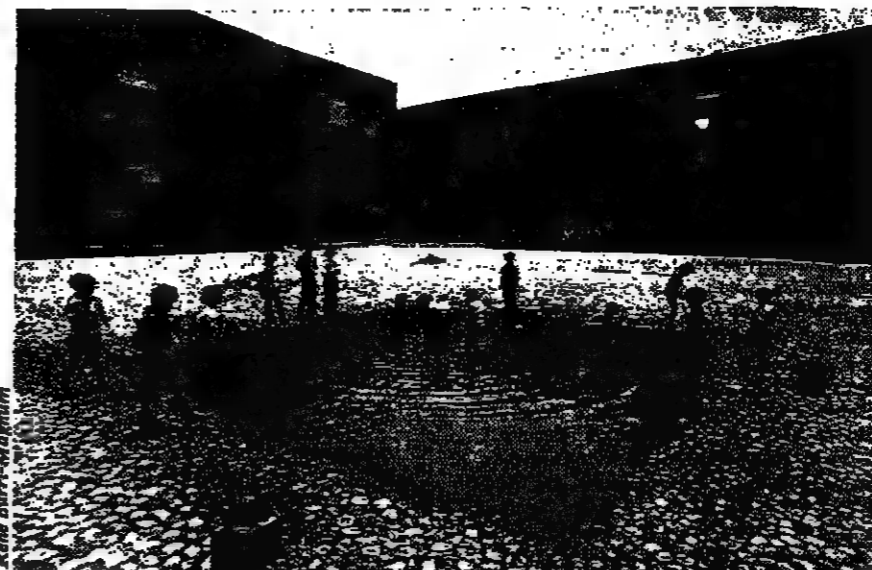
Contraints de rembourser leur dette extérieure, tous les Etats diminuèrent leurs dépenses sociales. Bien que le poids de la dette continua d'augmenter (331 milliards de dollars en 1982, 410 milliards fin 1987), l'Amérique latine fut obligée de transférer vers les pays créanciers 140 milliards de dollars entre 1982 et 1987 pour payer les intérêts de cette dette. La Banque interaméricaine de développement signale, dans son rapport de 1987, que le poids de la rigueur budgétaire imposée par le service de la dette se faisait sentir d'une façon inquiétante, ce qui a provoqué une dégradation considérable des conditions de santé, notamment dans les zones urbaines en expansion rapide.

Avec la crise économique et financière internationale qui se fit sentir à partir de 1981-1982, les problèmes sociaux ont sérieusement empiré.

Tous ces chiffres, qui peuvent sembler trop abstraits, font mieux apparaître leur signification sociale profonde lorsqu'on examine l'évolution récente de certains pays.

Par exemple le Brésil. C'est le plus grand et le plus peuplé des pays latino-américains avec cent quarante et un millions d'habitants en 1987, la sixième population mondiale, avant le Japon et après l'Indonésie. Au taux actuel de croissance démographique (qui décline), il y aura cent cinquante millions d'habitants en 1990 et cent quatre-vingt millions en l'an 2000. La moitié de la population a moins de vingt ans. En 1985, le revenu national était de 250 milliards de dollars, mais la distribution de ce revenu est l'une des plus inégales du monde : 10% de la population, les plus riches, se partagent 47,7% du revenu. Selon les données de la Banque mondiale, le Brésil se trouve à la tête des pays où le revenu est le plus concentré dans les couches supérieures de la société.

La récession des années 80 a provoqué une considérable augmentation du chômage dans l'industrie et les services et du sous-emploi dans l'agriculture. En 1983, le chômage et le sous-emploi urbain touchaient treize millions de personnes, le quart de la population active.



DANS UN QUAIER DE MEXICO. Le marché de la pauvreté maintient les classes moyennes...

recommencé à augmenter en 1983 et 1984 après un long déclin. Elle passe de 66 à 74 pour mille en 1984. Elle augmente même à Sao-Paulo.

Et que dire de la situation sociale dans la région désertée du Nordeste. L'hebdomadaire brésilien *Veja* (4) cite l'étude faite sur trente mille enfants nés dans deux hôpitaux de Recife, la capitale de Pernambuco : alors que les six mille enfants des riches et des classes moyennes nés dans un grand hôpital de la ville étaient tout à fait normaux, les vingt-quatre mille enfants nés dans l'hôpital de la Sécurité sociale diminuaient chaque année de taille et de poids à cause de la sous-alimentation de leurs parents, et se trouvaient dans une situation de « nanisme nutritionnel » avec un poids à la naissance voisin de celui des enfants des pygmées africains.

Le taux de chômage des « pobladores » (habitants des bidonvilles) de Santiago, deux millions quatre cent mille personnes (la moitié de la population totale de l'agglomération de la capitale), est actuellement de 26% : si l'on ajoute les personnes occupées à des « travaux d'urgence » gagnant beaucoup moins que le salaire minimal, ce pourcentage s'élève à 39%. Selon des enquêtes récentes, les trois quarts des « pobladores » vivent dans une situation de pauvreté extrême, et plus de la moitié d'entre eux en état de quasi-indigence.

La situation dans le domaine du logement, qui était déjà grave avant le tremblement de terre de 1985, est devenue dramatique depuis. Les calculs les plus récents montrent que sur trois millions cent vingt-huit mille familles, sept cent cinquante mille ne possèdent pas de logement propre et doivent vivre chez des parents ou des amis ; trois cent soixante-dix mille familles vivent dans des maisons en très mauvais état (5). En 1985, dans les « poblaciones » de Santiago, 41% des personnes devaient dormir à trois ou plus par chambre et 24% à deux ou plus par lit.

L'exemple de ces trois pays très différents souligne l'aggravation des conditions sociales des populations latino-américaines sous l'impact de la crise. Que faire pour éviter que celle-ci continue de se dégrader ? En premier lieu, évidemment, il faut renégocier les conditions de remboursement de la dette extérieure. Le paiement des intérêts de cette dette constitue un véritable drainage des revenus d'exportation et de l'épargne domestique, alors que la valeur des exportations diminue.

Des politiques pour un meilleur avenir

AUTRE exemple, le Mexique. C'est le deuxième pays le plus peuplé d'Amérique latine : quatre-vingt-un millions d'habitants en 1987 et probablement cent millions en l'an 2000. Sa capitale est la ville la plus peuplée du monde, le grand Mexico : dix-huit millions de personnes en 1985. La population est aussi très jeune dans son immense majorité (70% ont moins de trente ans). En 1983, son revenu national était de près de 180 milliards de dollars. La distribution de ce revenu est aussi inégalitaire qu'au Brésil : 40% des plus pauvres ne disposent que de 10% du revenu global. Et parmi ces pauvres, l'immense majorité sont des ruraux.

La politique d'ouverture au marché international menée par la dictature depuis 1973 a eu quatre conséquences : un endettement considérable, qui est passé de 4 milliards de dollars en 1973 à 20,5 milliards de dollars en 1987 ; une inflation relativement contrôlée (2,3% en 1987) ; une augmentation brutale du chômage et du sous-emploi ; et une baisse considérable du pouvoir d'achat des salariés. Le taux de chômage urbain qui fluctuait entre 3% et 4% en 1972 a enregistré - conséquence des politiques économiques appliquées à partir de 1973 - des taux supérieurs à 15% pendant douze ans et, en 1985, est passé à 21% (y compris les programmes d'urgence). En 1986 et 1987, il a diminué quelque peu mais se maintient à des taux très élevés. Le salaire minimal a, en 1987, un pouvoir d'achat inférieur de 30% à celui de 1980 et la baisse est de 43% par rapport à 1974.

La distribution des revenus est devenue de plus en plus inégalitaire. En 1968, 40% des plus pauvres ne disposaient que de 19,4% du revenu national ; en 1985, ils n'en avaient plus que 13,1%, tandis que les 20% plus riches se partagent aujourd'hui 54% du revenu national.

Ce qui est devenu véritablement dramatique, c'est la situation des pauvres dans les villes, aussi bien par leurs conditions d'emploi et de logement que par la baisse de leurs salaires.

Le pourcentage des foyers sous-alimentés (17% en 1970) atteint 61% en 1984. Cela est surtout la conséquence de la baisse des rémunérations des plus pauvres et à la hausse des prix des produits qu'ils consomment. Il a été nécessaire d'établir au Chili un indice du coût de la vie des pauvres différent du taux d'inflation. On peut comparer, par exemple, entre 1970 et 1987, le coût du panier de la ménagère d'une famille pauvre de cinq personnes disposant d'un salaire minimal. En 1970, le salaire minimal était de 13% supérieur au coût du panier ; et en 1987, le salaire minimal ne couvre que 38% du coût du même panier. Et cela sans compter les autres dépenses qui ont beaucoup augmenté, comme les transports et les combustibles.

Depuis 1982, comme on l'a indiqué plus haut, l'Amérique latine exporte plus de ressources financières qu'elle ne reçoit de capitaux (140 milliards de dollars) et sa dette continue d'augmenter.

Une fois ces deux changements fondamentaux entamés, il faudra augmenter considérablement les investissements économiques et sociaux destinés à compenser les effets négatifs de la crise : détérioration des systèmes de santé et d'éducation, dégradation et insuffisance des logements et des transports publics, pollution urbaine, accroissement brutal du sous-emploi et du chômage, concentration et violence dans les grandes villes, abandon des campagnes et des petites villes.

Around of ces politiques pourrait se construire enfin un meilleur avenir pour les populations latino-américaines.

(1) Cf. le tableau 4 in « Balance Preliminar de la Economía Latinoamericana en 1987 », CEPAL, Santiago, Chili, 22 décembre 1987.
(2) « La Crisis y el Desarrollo Social », Rectoría y Posibilidades - documento preparado para la Conferencia de Ministros de Educación y de Planificación, CEPAL, Bogota, avril 1987.
(3) « Poverty in Latin America : the Impact of Deposition », Banque mondiale, Washington, 1986.
(4) « Veja » - 21 octobre 1987.
(5) Joan Mac Donald, « El diagnóstico habitacional », Mensaje, Santiago, septembre 1986.

Advertisement for 'Histoire générale de l'Afrique' (Tome VII) by the Comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique. The ad includes the title, volume information, publisher (UNESCO), and a small image of the book cover.

A large vertical advertisement on the right side of the page. At the top, it says 'RICH'. Below it, there is a column of text, possibly an interview or a news report, with some lines highlighted in a different color. The text is partially obscured and difficult to read due to the image quality.

PLANÈTE DISLOQUÉE

à travers le monde

Ainsi sont programmés, pour les années à venir, de frais bataillons de futurs « nouveaux pauvres ».

L'argent a des idées

L'AMÉRIQUE recouvre donc cette admirable catégorie sociale qu'autrefois de pieuses dames désignaient d'une charmante formule : les « pauvres méritants ».

Fatalité ? Impuissance de l'esprit humain à maîtriser une évolution marquée à la fois par la mondialisation du système, l'irruption des nouvelles technologies, l'anarchie monétaire internationale et l'émergence d'un capitalisme financier sauvage ?

Phare de la pensée moderne, c'est le président Reagan qui a donné le ton en réduisant l'impôt sur le revenu personnel à un minimum de 11 % et, pour les tranches les plus élevées, à un maximum de 33 %.

Avec des ressources budgétaires aussi fortement amputées, comment le gouvernement britannique pourrait-il venir en aide aux plus défavorisés ?

Indifférents aux drames sociaux, les néolibéraux seraient-ils sensibles à des comparaisons économiques ?

Bien que, érigée en principe de gouvernement, l'égalité fasse des victimes, il faut lui reconnaître un irremplaçable vertu : elle incite les plus mal lotis à tout faire pour « s'en sortir ».

Valable dans une société avancée, ce principe ne l'est pas moins à l'échelle planétaire. Il est bon, juste et salutaire que les peuples les plus démunis, contemplant avec envie l'efficacité et les fastes du monde industrialisé, se sentent poussés à mobiliser toutes leurs forces en vue de le égaler.

L'homme n'est après tout qu'un animal supérieur. Il n'échappe pas à la loi universelle. Mais il manifeste sa supériorité en faisant preuve de compassion.



... comme pour défier les fatalismes de cette terre...

pays attendis une aide pour leur développement. Jamais les lendemains n'ont accédé à un tel niveau de conscience : menacés par leur surnombre, ils n'assurent leur survie que par des suicides en masse.

Accablé par ses propres difficultés, il est vrai qu'il ne parvient pas à tenir son altruisme promesse. Mieux, les flux de capitaux ne sont plus orientés Nord-Sud, mais Sud-Nord.

Les voix des grands-prêtres

Il serait vain de le déplorer, car ainsi le vent le système - un système qui a fait ses preuves. Pourquoi le changerait-on ?

Cramponnés à des théories du siècle dernier, encore plus anarchiques que la vulgate marxiste mais illustrées d'équations aussi longues que prétentieuses, les « nouveaux » économistes ne sont pas seuls à avoir entendu la parole salvatrice.

A tous ces prédateurs, l'Occident magnanime, offre même le havre des paradis fiscaux et comptes à numéro. Institutions parfaitement désintéressées, dont profitent cependant toutes les mafias du monde.

Contrastes sociaux de plus en plus marqués au cœur de l'Occident moderne, contrastes nationaux accentués entre le Nord et le Sud : la civilisation en train de naître ne se réajuste pas, morfondu, devant de croissantes inégalités. Elle les cultive. Une récente étude de l'UNICEF recommande aux gouvernements des pays sous-développés de concentrer leur aide sur les groupes sociaux les plus pauvres.

CLAUDE JULIEN.

(24) « America's Hidden Poor », U.S. News and World Report, 11 janvier 1988. (25) Idem. (26) Cf. Newsweek, 28 mars 1988. Les jeux de hasard absorbent aux Etats-Unis 8 milliards de dollars par an. (27) Voir son éditorial dans Newsweek, 4 avril 1988 ; cf. aussi Newsweek et Times du 28 mars 1988. (28) Le Monde, 7 avril 1988.

EN UNION SOVIÉTIQUE AUSSI

« Deux jeunes filles diplômées d'une école professionnelle formant vendeuses et cuisinières sont parties, en 1986, d'une région méridionale de Russie pour la ville de Novosibirsk, important centre de Sibirie occidentale. C'était leur affectation après leurs études. Elles travaillaient comme cuisinières, et, dès les premiers pas de cette vie industrielle, elles se sont heurtées à des difficultés financières qu'elles évoquent dans cette lettre :

Très vite nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas en mesure de subvenir à tous nos besoins, même en économisant sur tout. Nous gagnons de 110 à 120 roubles par mois chacune. Nous dépensons pour la nourriture 60 roubles chacune. Le loyer coûte 12 roubles, les transports, pour aller au travail et rentrer à la maison, 5 roubles par mois. Ce sont là des dépenses indispensables. Il nous reste à chacune de 30 à 40 roubles pour toutes les autres dépenses.

Novosibirsk n'est pas une ville méridionale. L'hiver y est long et le froid dicte la mode (...). Dresser la liste des vêtements nécessaires à votre

« Un abîme nous sépare... »

avis et calculez de combien de fois leur coût dépassera nos 30-40 roubles disponibles.

Nous n'avons rien dit d'un autre aspect des dépenses : les « besoins spirituels » ! Nous n'avons que vingt ans, nous vivons toujours dans de petites localités et, une fois arrivées dans une ville d'un million d'habitants, nous voudrions, naturellement, aller au théâtre, assister à un concert, nous divertir. Il y a tant de tentations ! Nous voulons tout voir, tout connaître. Malheureusement, tout cela coûte de l'argent. Vous direz que les billets ne sont pas chers. Mais si chaque rouble est scrupuleusement compté ?

Il nous reste à nous promener sans but dans les rues (...). Nous travaillons, nous ne jetons pas l'argent par les fenêtres ! Pourquoi alors notre argent ne nous suffit-il pas ? Probablement ne faisons-nous pas quelque chose comme il faut ?

Comment vivent les jeunes qui portent des vêtements à la mode ? Quel est leur salaire et comment se débrouillent-ils ? Leur existence nous semble énigmatique et nous croyons que nous ne nous comprendrons jamais : un abîme financier nous sépare...

Maintenant, nous sommes en vacances. Nous ne pouvons aller nulle part : 140 roubles de congés payés, somme de loin insuffisante pour les plages du littoral de la mer Noire, même les maisons de repos locales ne sont pas pour nous...

Au cours de cette année de vie et de travail « indépendants », les calculs constants et les économies inévitables nous font grincer des dents. Chaque fois, l'achat d'un vêtement neuf constitue un problème insoluble, l'usure d'un vieux vêtement est une catastrophe. Que faire ? Comment

vivre ? Comment être gai, attirants et intéressants ?

Il doit exister des instituts qui calculent le minimum vital et, par conséquent, le salaire minimum pour vivre. Que leurs collaborateurs calculent pour nous quels aliments et quels vêtements acheter !

Nous n'aurions pas la force de faire des heures supplémentaires : la cuisine exige un travail extrêmement dur dès l'aube. Nous nous fatiguons beaucoup.

Ne considérez surtout pas cette lettre comme un cri de désespoir. Simplement, nous voudrions un conseil. Il est clair que vous ne la publierez pas. Actuellement, il y a tant de problèmes plus importants que le nôtre...

(Extrait d'une lettre publiée dans la Komsomolskaïa Pravda et reproduite avec une courte présentation par les Nouvelles de Moscou, n° 10, mars 1988.)

BONHEUR ET PROGRÈS PAR LA PUBLICITÉ

L'annonce faite au tiers-monde...

PLANÈTE DISLOQUÉE

Noirs en termes de pauvreté entre 1960 et 1970... La part des revenus revenant aux 20 % les plus riches...

IL est un véhicule puissant de l'idéologie occidentale dans le tiers-monde, c'est bien le message publicitaire...

Par FRANÇOIS BRUNE

De l'Amérique latine à l'Afrique ou à l'Asie, ce sont les mêmes produits, les mêmes discours, les mêmes modes de vie qui sont exaltés...

pratiques, et certaines coutumes, ici et là, à violer le code de l'OMS (2).

Il y a aussi la néfaste expansion des boissons gazeuses en Amérique latine... Le régime de Coca-Cola ou de Pepsi n'est pas un vain mot...

pour les serviettes hygiéniques New Freedom ; la silhouette d'une blonde jeune fille, en veste et en pantalon, orne le paquet...

Par la grâce des « produits-faits-pour », le mode de vie de l'Occident se propose partout comme modèle unique de bonheur et de progrès...

Le complexe d'infériorité en face du monde blanc, que ces publicités installent dans l'âme des hommes du tiers-monde, peut aller jusqu'à l'incitation à se métamorphoser physiquement...



DANS UN VILLAGE DU NORD DU NIGÉRIA Une imprégnation culturelle qui touche toute la planète

toute publicité qui consiste à réduire les valeurs culturelles (locales, traditionnelles, originales) à des signes consommables...

Cette fascination des styles de vie occidentaux, imposés par les messages publicitaires, pourrait sembler, à première vue, faire pendant à la mythologie exotique qui s'étale dans les journaux et spots publicitaires des sociétés occidentales elles-mêmes...

modèle occidental n'est pas un aimable à-côté qui colore la monotonie des jours ; c'est le vertige devant un style d'existence considéré comme supérieur...

Depuis deux ans, en France, on assiste à une mercantilisation généralisée de l'imaginaire qui ruine bientôt toute idée de culture...

La montée des inégalités

Cœurs colonisés, ventres normalisés

Ce sont souvent les habitudes alimentaires elles-mêmes que la publicité tente de changer...

Les mêmes publicités, les mêmes stéréotypes culturels par glissements successifs passent des cités occidentales aux luxueuses revues des bourgeois du tiers-monde...

Que les populations pauvres n'aient pas les moyens de résister aux stratégies commerciales, c'est ce que montre aussi l'accroissement de l'alcoolisme en tous pays...

Voici, par exemple, dans une revue égyptienne qui a pour titre promoteur Arab Family Magazine, une annonce

TÉMOIGNAGE

Radicalisation en Afrique du Sud

Par GEORGES SARRE

PEU de temps après qu'une délégation parlementaire de la droite française, invitée officielle du régime de Pretoria, est annoncée à la fin de l'apartheid...

« Le capitalisme est incompatible avec l'apartheid pour les mêmes raisons qu'il l'est avec le féodalisme (2) »...

Les zones intermédiaires de la société sud-africaine sont érodées. Le « partage du pouvoir » invoqué par beaucoup de Blancs est surtout une manière de concéder pour se rien céder...

Partout dans le tiers-monde, la fausse sollicitude des publicitaires s'apparente à celle des marchands de drogues ; ce n'est pas tout de même pas vous priver du superflu sous prétexte que vous manquez de nécessaire...

Le pouvoir s'ingénie à couper toutes les routes menant au dialogue ou à la négociation. La rencontre de Dakar réunissant des Blancs anti-apartheid et des responsables du Congrès national africain (ANC) a certes conclu que « la négociation était la voie la plus souhaitable »...

- (1) Cf. le dossier de l'association Frères des hommes... (2) Voir Multinationales et Inégalités... (3) Le Monde du 18 mai 1983... (4) Voir le rapport Alcohol Beverage... (5) On ne s'en étonnera pas si l'on observe les difficultés en France... (6) Cf. Georges Sarre : « Actuallement, le tourisme international est surtout facteur d'acculturation... »

Édité par la SARL Le Monde. Directeur : André FONTAINE. Administrateur général : Bernard WOUTS. Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Saussaies 75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438 ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réimpression ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

* Autour d'un essai sur l'information publicitaire, le Bonheur conforme, Gallimard, Paris, 1985.

* Député de Paris.

œuvre du peintre Vladimir Velickovic, exposée au Grand Palais, à Paris depuis 1966.

BLOCS

et chimique?

riposte chimique, sans autre consé-

Si l'on possède aussi pas d'armes chimiques existantes, c'est en la fonction indispensable entre le produit chimique et celui de la production qui le contient. Le chiffre de 300 000 tonnes, le plus fréquemment cité ces dernières années pour l'Europe, correspondrait à environ 30 000 tonnes de charges chimiques (de 50 000 tonnes). Mais cette estimation n'est pas toujours établie, elle est comprise, dans les déclarations, dans le témoignage de cette commission des Livres blancs britanniques sur la défense, qui se réfèrent à 300 000 tonnes d'armes chimiques soviétiques, mentionnées depuis 1960, ce qui correspondrait alors à l'ordre de 3 millions de tonnes de munitions de guerre (17).

D'après un dossier bien documenté du Groupe de recherche et d'information sur la paix de Bruxelles (IRIP), d'environ 30 000 tonnes de produits chimiques. Leur stock total, estimé et contenu compris, atteindrait globalement 342 000 tonnes, dont 170 000 tonnes d'armes chimiques, qui correspondraient en fait à un stock entre les deux superpuissances. C'est assez vraisemblable quand on sait que les Etats-Unis ont mis jusqu'en 1975 de raffiner le produit de Genève de 1925 prohibant l'usage des armes chimiques; ils les ont utilisés au Vietnam, et il est très vraisemblable qu'il leur en reste d'anciens stocks; enfin, M. Ronald Reagan a annoncé dès 1982 la mise de leur fabrication par son pays à disposition de capacités industrielles supérieures. Et cela explique en partie la discrétion pour le moins la prégnance des instituts d'études américaines occidentales liés à l'OTAN, au Pentagone, sur le sujet.

Il ne s'agit pas, en tout cas, d'une arme nucléaire, ni d'une arme chimique, mais d'un phénomène naturel, dont la part incontrôlable, l'usage de qui peut conjurer des catastrophes humaines et inefficaces militaires, qui explique qu'elle n'ait pu être employée dans le dernier conflit mondial, même aux périodes de graves des divers belligéres. Elle est considérée par ailleurs en Occident, singulièrement en France, qu'il s'agit d'armes nucléaires peuvent être employées, même simple conventionnelle. Le raisonnement s'applique plus encore à une arme chimique condamnée par les accords internationaux.

Dans ces conditions, la mise à disposition de gaz de combat par les Etats-Unis s'accorde avec la doctrine des positions de Washington de l'OTAN. En France au contraire, le refus dans l'arsenal, prévu par le statut de programmation, pour répondre à un objectif de coopération économique plus que de défense, est en période de crise, à l'instar chimique, qui n'en profite pas jusqu'à une part du gisement de gaz militaires, comme une substance déléguée.

La pièce redoutable

La raison bien comprise de la pièce voudrait donc, à la veille de conversations sur un éventuel accord de coopération, qu'on change de discours pour le mettre en accord avec les réalités. Mais trop de catégories s'y opposent pour qu'on puisse espérer, en temps utile, de victoire du bon sens.

- (1) Annuaire des flottes de combat de 1986.
- (2) FC 1986, p. 754 à 758.
- (3) FC 1982, p. XXI et 1984, p. XXII.
- (4) Le Monde diplomatique, octobre 1987.
- (5) FC 1982, p. XXI.
- (6) FC 1982, p. XXII.
- (7) Jacques Sapin, Le système nucléaire, La Découverte, Paris, 1987, p. 66.
- (8) FC 1982, p. XXII.
- (9) FC 1986, p. 807.
- (10) FC 1982, p. XXII.
- (11) FC 1984, p. XXV.
- (12) Id.
- (13) FC 1984, p. XXIII.
- (14) FC 1980, p. XXVIII.
- (15) FC 1984, p. XXIV.
- (16) Daniel Riche, Le projet chimique, Belfond, Paris, 1982.
- (17) Document 1076 - Evénement - 1987.
- (18) GRIP informations, dossier n° 13, février 1987, « Les armes chimiques », 46 pages, p. 20.



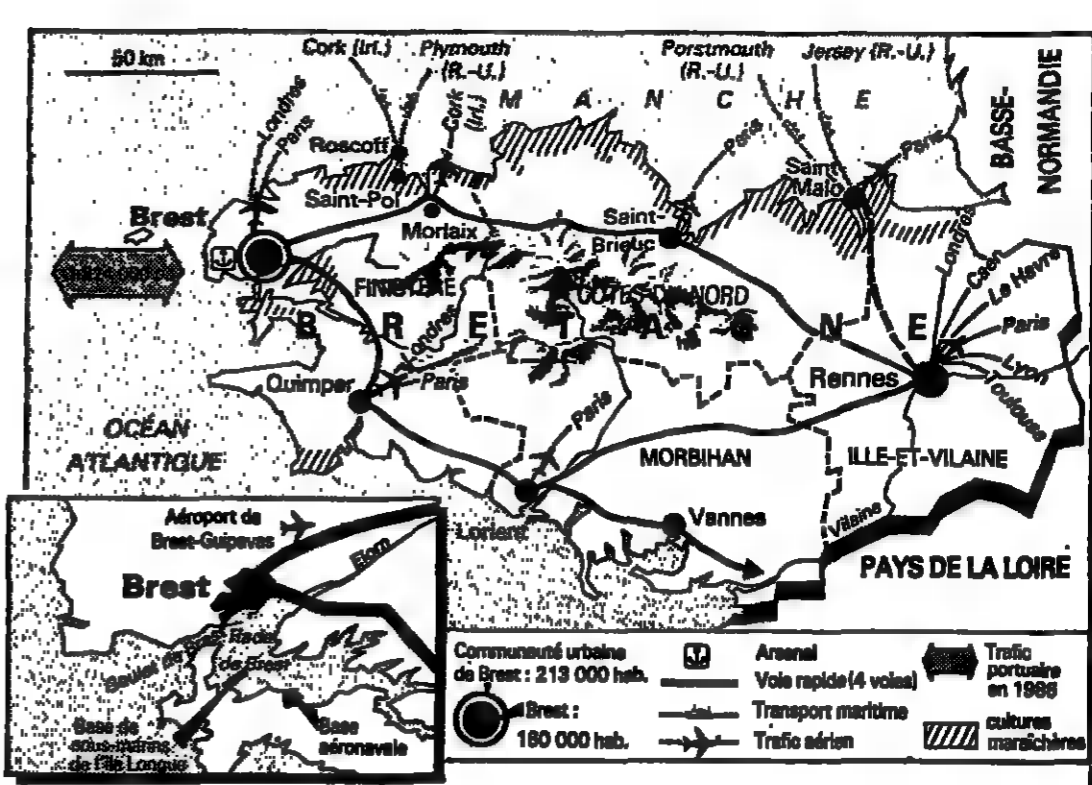
à la pointe occidentale de l'Europe

VILLES OUVERTES SUR LE MONDE

Effet de la mondialisation de l'économie et de l'extrême complexité des relations entre Etats ? Les villes de province s'affirment parties prenantes dans le concert des échanges internationaux. Echanges commerciaux, qui contribuent au développement économique des régions, mais aussi contacts culturels et scientifiques de tous ordres, qui favorisent une meilleure connaissance entre les peuples.

En France, petites et grandes villes ont pu s'éveiller au monde grâce à une volonté nationale de décentralisation, lancée par le général de Gaulle et réalisée par la loi de régionalisation sous le septennat de M. François Mitterrand.

Située à la pointe occidentale de l'Europe, Brest - 220 000 habitants - peut ainsi compter sur l'intensification de ses échanges avec l'étranger pour asseoir ses projets de développement. Elle s'efforce à cet effet de parachever son désenclavement géographique - routes, ports et télécommunications - et de diversifier son tissu industriel. Elle participe aussi à l'envol économique de la première richesse de la Bretagne - l'agriculture et l'agro-alimentaire - en valorisant ses savoir-faire industriels et scientifiques, tandis que la région exporte une grande partie de ses produits maraichers vers l'Europe et réussit une percée sur le marché américain.



La recherche au service du développement industriel

Par DENIS RUELLAN

AFFICHER des sentiments antimilitaristes à Brest ne tendrait pas seulement de la provocation, mais du crime de l'économie. Le port militaire, l'arsenal blindé dans l'axe de la Penfeld, et au loin, l'ombre cachée de la base de sous-marins nucléaires de l'île Longue; la présence militaire sert à faire des cités. Discrète mais omniprésente.

PME (petites et moyennes entreprises) dynamiques. Mais ce mélange reste insuffisant, et Brest, comme bien des villes où l'intervention de l'Etat est à la base du développement industriel, s'est laissé « anesthésier » par cette présence publique. « 80 % des emplois dépendent de l'extérieur, ce taux est à la limite du supportable », reconnaît M. Gourty.

Jamais conçu à l'arsenal de détacher auprès des industriels un « M. interface » chargé de développer ces synergies. On l'envisage désormais. Du côté des politiques, on s'en dit très satisfait: « A l'heure de l'ouverture des frontières de l'Europe, il est urgent de faire tomber les barrières communales », souligne le président de la communauté urbaine de Brest, l'ancien maire Georges Lombard.

N'est-il pas vrai que 40 % des flux économiques sont indissociables de l'activité de défense, et qu'un tiers des habitants en vivent ? « Il ne faut pas considérer les seuls inconvénients de l'activité militaire. Celle-ci nous apporte d'abord un énorme potentiel de stabilité économique », souligne le jeune directeur de la chambre de commerce et d'industrie, M. Michel Gourty.

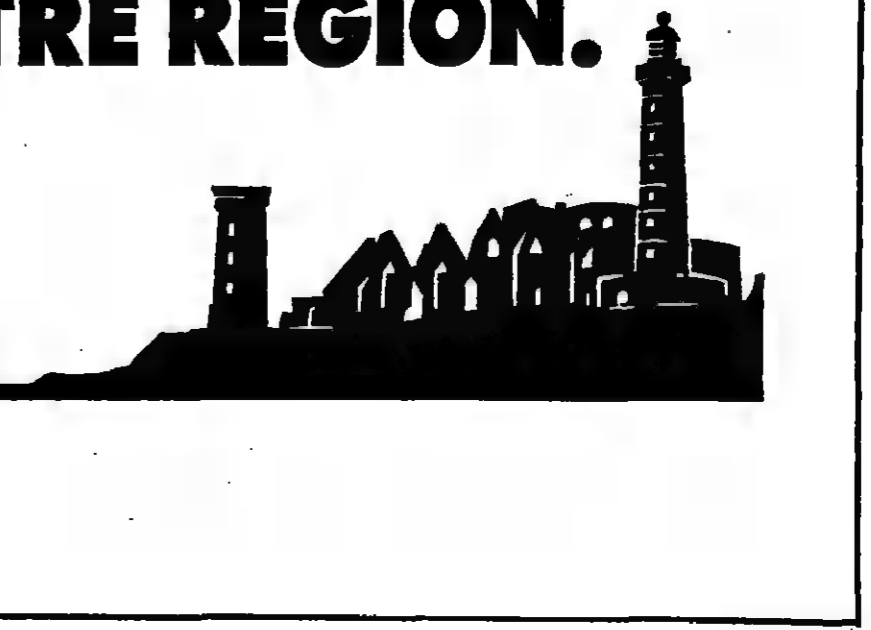
Pour redynamiser l'initiative locale, il faut, selon les responsables, « développer les synergies » entre les acteurs économiques, mieux profiter du tissu des grandes industries navales et électroniques pour développer l'activité des PME. Car tel n'est pas le cas.

Abatte les palissades: la population brestoise est l'une des mieux formées de France; elle est aussi l'une de celles qui souffrent le plus du chômage - deux points au-dessus de la moyenne. « Il y a vingt ans, l'université française comptait deux cent mille étudiants et n'avait pas le souci de s'ouvrir sur le monde économique, explique le président de l'université Brest-

Une ville et sa région

- POPULATION (1982)
Brest: 160 000 habitants
Communauté urbaine: 213 000 habitants (aujourd'hui: 220 000)
Aglomération (six cantons): 340 000 habitants
- RÉPARTITION DES ACTIVITÉS
Commerce et services marchands: 66,9 %
Bâtiments-travaux publics: 11,3 %
Services non marchands: 8,3 %
Production industrielle: 7 %
Agriculture et pêche: 6,5 %
- FORMATION
Avec une population jeune (la moyenne d'âge est de 34,1 ans) et parmi les mieux formées de France (taux d'adhésion de bacheliers: 9 %), Brest accueille l'université de Bretagne occidentale. Ses écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises, d'ingénieurs, des télécommunications, des constructions et armes navales et son Institut d'informatique industrielle dispensent un enseignement adapté aux besoins de la région.
- EMPLOI
Taux de chômage: 13 %. Légère progression du taux d'emploi en cinq ans (+ 2 %), moins marquée que dans l'est de la Bretagne (à Rennes: + 8,7 %).

UN SERVICE PUBLIC POUR L'AVENIR DE NOTRE REGION.



1201520

DIVERSIFICATION, NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

Comment échapper aux pièges de la politique agricole commune

« La géographie ne ment pas, il est aussi difficile de la faire mentir que d'empêcher le mer de monter. » Certes très excentrée, la pointe de la Bretagne occidentale se console sans peine d'un climat des plus favorable à la terre. A contempler les étendues côtières du nord du Finistère couvertes de choux-fleurs, d'artichauts et de pommes de terre, on ne doute pas un instant que les Bretons sient au profit de l'air doux et humide porté chez eux par le Gulf Stream. « Nous avons toujours eu un regard lucide sur notre géographie, pour mieux l'utiliser », poursuit M. Alexis Gourvenec, un paysan qui reçoit dans son bureau de verre de la Société d'intérêt collectif agricole (SICA), dont il fut le fondateur à l'âge de vingt-cinq ans et

dont il reste le président depuis presque trois décennies. La SICA est une organisation redoutable. Forte de quatre mille membres et d'un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs, elle met chaque année sur le marché 600 000 tonnes de légumes, soit les trois quarts de la production légumière de la région. « La Bretagne a toujours été prospère quand elle n'a pas arrêté son regard à l'Hexagone, quand elle a commercé sur les mers. Il est vrai que, selon l'Alpne dorsale européenne Rhin-Rhône, nous sommes mal placés. Mais, par rapport aux îles Britanniques, bien au contraire ! Nous sommes la terre agricole et touristique la plus proche de l'Angleterre industrielle. Dès les années 1965-1968, nous avions fait ce constat et demandé

à l'Etat de compléter le désenclavement de la Bretagne par un port en eau profonde dans le nord du Finistère, à Roscoff. » Le port achevé, les Bretons se sont mis en chasse d'un amateur. « Aucun ne s'est présenté, ni Français, ni Anglais, ni Norvégien. Nous avons dû créer notre propre compagnie, le Brittany Ferries, avec les producteurs de la région, les mutualistes agricoles et les chambres de commerce et d'industrie. Aujourd'hui, nous exploitons neuf bateaux vers l'Angleterre, l'Irlande et l'Espagne. En moyenne trois cents carillons par jour, un million trois cent mille passagers par an. »

4 francs en départ direct des Pays-Bas. Difficile, dans ces conditions, de se placer sur un marché aussi exigeant et convoité que celui de l'Amérique. Comme au temps du premier plan de désenclavement de la Bretagne des années 60, les Léonards ont scellé l'alliance avec les Bretons pour obtenir la mise aux normes internationales de l'aéroport de Brest-Guipavas. La charte de développement signée en février prévoit l'allongement de la piste et l'équipement d'un système d'atterrissage tous temps.

« Mais le Finistère, cité en exemple pour son effort de diversification, a peut-être mangé son pain blanc. La nouvelle politique agricole commune (PAC) de l'Europe veille sans vergogne dans les productions laitières et céréalières, deux activités qui occupent ces dernières années beaucoup de bras et de surfaces. Sans grand résultat à ce jour, les divers systèmes de quotas et d'incitations à l'abandon d'activités n'ont pas limité les excédents de production. La tendance, par contre, est à la concentration des terres et des outils - avec 300 hectares céréaliers, M. Gourvenec en est un bel exemple, - et déjà l'on prévoit que les excels de la PAC se reporteront, en France comme dans le reste de l'Europe agricole, vers les productions légumières et maraichères.

« Il faut passer de l'âge de la quantité à l'âge de la qualité », estime M. Yves Tirily, chercheur au laboratoire de microbiologie et biochimie appliquée aux végétaux de l'université de Brest. « Le temps de préparation d'un repas est revenu de deux heures trente en 1954 à trente minutes aujourd'hui. La consommation de légumes est en plein boom, on achète de plus en plus de plats préparés et légumes frais prêts à l'emploi, mais les consommateurs exigent aussi une qualité sans faille. » Plus question, désormais, de vendre le moindre légume taché ou légèrement défraîchi; les produits de la « quatrième gamme » (salades lavées en sachet, berquettas de carottes râpées...) n'ont d'avenir que dans la perfection. « A l'horizon 1992, seules les régions qui auront franchi ce seuil qualitatif grâce à d'importants efforts de recherche émergeront sur le plan international », poursuit le chercheur.

« Les producteurs léonards se disent conscients des enjeux de la recherche. Et de la nécessité de diversifier leurs productions. Quotas laitiers obligent, la Société industrielle laitière du Léon, une PME familiale de cent cinquante personnes très spécialisée dans le lait, a ouvert un laboratoire et lancé de nouvelles activités : les jus de fruit et les potages de légumes. Une autre réaction qui lui a permis de mettre au marché des conserves de soupes primaires en même temps que les marques multinationales Maggi, Liebig et autres Knorr.

« Pour son développement, la SILL fait aussi appel à l'ADRIA (Association pour le développement de la recherche appliquée aux industries agro-alimentaires, basée à Quimper). Financée à 65 % par des industriels, cette structure développe en particulier des recherches très fines sur les bactéries lactiques et leur utilisation dans la conservation biologique des aliments. Pour son directeur, M. Claude Bourgeois, le surface européenne est indispensable, même pour un organisme régional : « La recherche est un produit comme un autre. Pour se développer, elle doit faire des économies d'échelle et diffuser ses résultats auprès d'un grand nombre de producteurs. Nous devons nous partager le travail avec nos partenaires étrangers. »

« La recherche est un produit comme un autre. Pour se développer, elle doit faire des économies d'échelle et diffuser ses résultats auprès d'un grand nombre de producteurs. Nous devons nous partager le travail avec nos partenaires étrangers. »

L'Amérique en vue

« La vente à l'exportation est déjà une habitude en pays léonard, la région de Saint-Pol-de-Léon spécialisée dans la production légumière. 60 % des choux-fleurs, 55 % des pommes de terre primaires, 35 % des échalotes, 20 % des endives partent à l'étranger, essentiellement vers l'Europe. Seul l'artichaut n'a su à ce jour conquérir les tables voisines.

« Les Finistériens longent désormais vers l'Amérique du Nord. « Notre région est la plus proche des Etats-Unis et du Canada à vol d'oiseau », reprend M. Gourvenec. New-York, Montréal sont aussi proches de nous que de la Californie, leur fournisseur traditionnel. Mais paradoxalement, c'est nous aussi qui faisons le plus de kilomètres pour y parvenir ! »

En 1967, les légumiers et des entrepreneurs réunis dans l'association Brest Wine ont peré sur le marché américain. Trois mille tonnes d'échalotes, 500 tonnes de tomates ont franchi l'Atlantique, mais, faute de moyens ad hoc, les cargaisons ont dû transiter par Paris, Rotterdam et Luxembourg. Résultat, le coût de transport est grimé à 7 francs par kilo de tomates, contre

De la quantité à la qualité

« Il faut passer de l'âge de la quantité à l'âge de la qualité », estime M. Yves Tirily, chercheur au laboratoire de microbiologie et biochimie appliquée aux végétaux de l'université de Brest. « Le temps de préparation d'un repas est revenu de deux heures trente en 1954 à trente minutes aujourd'hui. La consommation de légumes est en plein boom, on achète de plus en plus de plats préparés et légumes frais prêts à l'emploi, mais les consommateurs exigent aussi une qualité sans faille. »

et terre

conscience d'un destin commun entre la cité et son arrière-pays. Mais ces choses ont bien changé depuis la guerre. »

« Le second conflit mondial ne s'oublie pas. Pendant quatre ans, la ville fut bombardée sans répit. Du centre, il ne reste rien. Pour les Bretons, 1945 est une nouvelle année zéro, l'orée d'une autre cité. Au sortir de la guerre, l'urgent était de désenclaver géographiquement la Bretagne, et en particulier sa pointe occidentale, le département du Finistère. Pris au piège d'une histoire qui éloignait les champs de bataille, les « colons » de Brest ont dû faire alliances avec les campagnards : ceux-ci ont appuyé le projet d'une université; les citadins ont renvoyé l'ascenseur pour le creusement du port que revendiquaient les agriculteurs exportateurs de légumes. Tous ont obtenu le vote du « plan routier breton » et la modernisation des communications.

« Tableau idyllique ? Non pas, l'unité n'est pas - ni plus ni moins qu'ailliers - la qualité première des gens de ce bout de terre. Ils disent d'eux-mêmes qu'ils ont une main sur le chapelet de prière, l'autre dans la poche de leur voisin ! ». Ce terroir maritime est fait de solitaires terriblement têtus à réussir. Seulement voilà; pendant des siècles, Brest s'est offerte au monde, elle a largué ses marins, expatrié ses meilleurs esprits - parmi eux, le sait-on, Louis Hémon, auteur de *Maria Chapdelaine*, l'ouvrage le plus traduit après la Bible. A l'aube du troisième millénaire, elle lorgne - aussi - vers son terroir. Un retour à la terre, à la Bretagne, la première région agricole d'Europe, pôle d'excellence des biotechnologies appliquées à l'agro-alimentaire. D. R.

Entre me

et terre. Brest ne choisit plus.

« Considérable de Basse Bretagne, jadis le plus grand port de France, Brest est une des plus belles et des plus importantes villes de France. Elle est une ville de caractère, une ville de caractère militaire; depuis l'Antiquité la route de la Méditerranée. Aujourd'hui, elle abrite la base stratégique de la France.

« Au cours de sa longue histoire, Brest a toujours été une ville de caractère, une ville de caractère militaire; depuis l'Antiquité la route de la Méditerranée. Aujourd'hui, elle abrite la base stratégique de la France.

Supplément Brest service Industriel

« L'objectif est de créer un service d'accompagnement des entreprises, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil... »

« L'objectif est de créer un service d'accompagnement des entreprises, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil... »

RE OINTE.

« L'objectif est de créer un service d'accompagnement des entreprises, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil... »

« L'objectif est de créer un service d'accompagnement des entreprises, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil... »

« L'objectif est de créer un service d'accompagnement des entreprises, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil, de leur offrir un service de conseil... »

légumes "Prince de Bretagne" LA LONGUE EXPORTATION... C'EST NOTRE AFFAIRE. Prince de Bretagne, Kérisnel, 29250 St-Pol-de-Léon - Tél. 98 69 07 10 - Télex 941 632 - Téléfax 98 29 00 87

DE L'EXPLORATION MARINE A L'AQUACULTURE

Un pôle océanographique

«BREST ville de la mer» n'est pas une image usurpée. Discrète, elle se plait dans l'ombre des laboratoires et de l'absence des profondeurs : elle est le principal pôle de recherche océanographique française.

mètres carrés dans cette zone sédimentaire située à 5 000 mètres de profondeur et très riche en concrétions de manganèse, cuivre, nickel et cobalt, les fameux nodules. Ce gisement, qui ne pourra pas être exploité de manière rentable avant plusieurs décennies, constitue une réserve stratégique très disputée.

Pour sa part, l'IFEM participe activement au programme européen EPOS (European Polarstern Study). Cent quarante chercheurs, dont quatorze français, sont engagés dans l'étude de l'écosystème antarctique. Les eaux glacées du continent blanc renferment des ressources alimentaires considérables. On estime que les bancs de krill pourraient être exploités à concurrence de 100 millions de tonnes annuelles.

Sous tutelle gouvernementale, l'IFREMER est un établissement scientifique à caractère industriel et commercial, comprenant un effectif de mille cent soixante-quatorze personnes et huit filiales. Fondamentale et appliquée, sa double mission de recherche le fait naviguer de l'université à l'industrie, de l'Hexagone aux antipodes. Ses programmes sont étroitement liés aux explorations étrangères, (RFA, Espagne, Portugal, URSS, Brésil, Inde, Indonésie et Japon, parmi d'autres). Le site de Brest, à la pointe du Diable, est la principale implantation de l'institut.

L'IFEM est au contraire strictement universitaire. Fort de cent vingt-trois personnes, il intervient dans l'ensemble des aspects marins grâce à une structure interdisciplinaire.

Investisseur pionnier

Les deux organismes mènent des recherches de type fondamental qui contribuent à placer la France dans le peloton de tête des pays investisseurs des océans. Grâce aux vingt-sept campagnes d'exploration que l'IFREMER a menées dans la Pacifique nord depuis une quinzaine d'années, la France vient d'être reconnue par l'ONU, le 17 décembre dernier, comme « investisseur pionnier » dans les champs de nodules polymétalliques situés entre les fractures de Clairon et Clipperton.

Ainsi que l'Inde, l'URSS et le Japon, la France dispose désormais d'un territoire de 75 000 kilo-

Sur le plan fondamental, la recherche océanographique française excelle. Mais, c'est bien connu, son application, le transfert des technologies, ne sont pas encore une habitude, tant pour les chercheurs — qui ne détestent pas travailler pour l'amour de l'art — que pour les acteurs économiques, qui ignorent trop les résultats et se contentent d'archaïsmes.

L'IFREMER et l'IFEM ont, depuis plusieurs années déjà, assuré un réel effort pour faire passer les résultats de leurs travaux au bénéfice des entrepreneurs de la région et de la nation, sans négliger la dimension internationale qui fournit la surface indispensable à tout investissement en recherche-développement.

Un « chalutier du futur »

Dans le cadre de l'ambitieux programme européen Eurêka, l'IFREMER développe, en coopé-

tion avec l'Espagne et l'Islande, un « chalutier du futur ». Pas de révolution dans les formes ou dans les concepts d'exploitation, les trois prototypes — deux en Espagne, un en France — qui sortiront des cales en 1992 seront avant tout des engins studieux, bourrés de haute technologie et de systèmes sophistiqués rendant la pêche plus sûre, plus confortable et plus rentable.

«La conception de ces navires procède d'une analyse fine des méthodes de travail à bord», explique M. Gonzalez Ramiro, ingénieur naval et chef de ce projet baptisé Haliotis. La pêche est une activité des plus dangereuses et des plus

aléatoires. Mise au point d'un sondeur-détecteur de poisson sur le fond, standardisation des conteneurs de stockage, amélioration des processus de traitement du poisson à bord, ergonomie des postes de travail — sur le chalutier, les deux tiers des marins sont confinés dans la cale pour vider, trier et ranger le produit, — les axes de recherche-développement de Haliotis ont été déterminés par de longues concertations avec les marins eux-mêmes.

La sécurité est une préoccupation constante : ces derniers mois de nombreux navires ont disparu

sans raison apparente, par mer calme, au large de la Bretagne. Truffés d'informatique, les chalutiers Haliotis fourniront à leurs pilotes quantités d'informations combinées sur la gîte du flotteur, la traction du chalut, l'état de la mer, etc. Une aide à la décision qui devrait aussi permettre de mieux gérer les flottilles et d'améliorer les communications entre navires et avec la terre.

Doté de 340 millions de francs, ce projet « high tech » attire l'attention, notamment celle des Norvégiens, des Argentins et des Canadiens, qui poussent fort la porte européenne. Ils pourront sans doute participer à Haliotis en passant des accords avec les entreprises françaises et espagnoles étroitement intégrées à la phase recherche-développement des navires. Haliotis est en effet une première dans l'association totale des chercheurs et des utilisateurs de la recherche qui profitera d'abord à la pêche industrielle (cinquante navires en France) et, à plus long terme, aux quelque cinq cents armoires artisanaux de l'Hexagone.

Eveiller des vocations

La disparité des Etats associés dans Eurêka-Haliotis n'est pas le moindre des intérêts de ce projet. Comparée à celle de l'Islande, où la mer représente 75 % de l'activité nationale, à celle de l'Espagne, qui construit cinq fois plus de navires de pêche que la France, la participation française tient surtout au souci de développer la technologie hexagonale. « Nous voulons éveiller des vocations chez les industriels dans le domaine de la pêche afin de mieux contraindre l'omniprésence japonaise », explique le chef du projet.

Eveiller des vocations, c'est aussi le souhait des chercheurs de l'IFEM. Associés à l'IFREMER, ils tentent de faire aboutir vingt-cinq années de recherches sur les algues marines : 80 % des algues récoltées en France viennent du lit-

total léonard, dans le Finistère nord. La France produit 11,36 % des algues dans le monde (Chine exclue), qui sont utilisées principalement dans les industries textile, alimentaire et pharmaceutique. La Bretagne est placée au premier rang européen des régions productrices d'algues, mais ses capacités stagnent. Le ramassage ne suffit plus, il faut décoller les cultivateurs.

Pour l'IFEM, M. Jean-Yves Floch a tissé des relations de recherche avec des pays cultivateurs d'algues, tels le Canada, la Chine, la Corée et, bien sûr, le Japon, à l'avant-garde de cette technique. L'aquaculture végétale est une toute nouvelle pratique dans le monde, à peine trente ans d'âge.

Certains espèces sont tout à fait propres à la consommation humaine, fournissant à la fois vitamines, protéines et calories. L'Undaria pinnatifida — plus connue sous le nom de wakamé — est une algue brune très consommée au Japon, sous forme de soupe et de salade. Aujourd'hui, grâce à ses faibles coûts de main-d'œuvre, la Corée est en passe de devenir le premier producteur mondial de wakamé, et les cultures japonaises tendent à diminuer.

Les préparateurs japonais de l'algue alimentaire cherchent donc à diversifier leurs fournisseurs. Une bonne occasion pour la Bretagne, qui réussit actuellement une première tentative de culture d'Undaria dans l'île d'Ouessant, au large de Brest. La reproduction végétative en laboratoire de l'algue est maîtrisée, et les premiers bléaux soulignent la bonne adaptation d'Undaria au milieu léonard, puisqu'elle se reproduit même à l'état sauvage. Le service de télé-détection de l'IFREMER a établi, grâce à des images du satellite Spot, une carte en couleur des réserves d'algues. Encore au stade expérimental, les chercheurs espèrent bientôt donner le feu vert aux producteurs candidats à l'aquaculture.

D. R.

Sous l'oeil des satellites

TANT pour l'aide à la navigation que pour la connaissance des richesses côtières, l'observation des océans par satellite devrait connaître de forts développements ces prochaines années.

Le site de l'IFREMER à Brest disposera en 1989 d'un centre de recueil et de traitement (CERSAT) des données transmises par le satellite ERS-1, prochainement lancé. Fruit d'une coopération entre l'Agence spatiale européenne, le Centre national d'études spatiales et l'IFREMER, ce projet a fait appel à une société française de conseil en informatique, Cap Gemini Sogedi, pour mettre en place ses outils informatiques, créer les logiciels de traitement et assurer le suivi.

Le CERSAT apportera de précieuses indications sur l'état de la mer, le régime des vents, l'évolution des courants et des champs thermiques. De 1990 à 1992, il se contentera de recueillir les données transmises par ERS-1. Dans une seconde phase, qui durera dix ans, les techniciens exploiteront les archives pour, par exemple, améliorer les modélisations de la prévision météorologique.

Les images haute résolution fournies par le satellite SPOT sont aussi traitées au centre de Brest, par le service applications de la télé-détection de l'IFREMER. Elles sont utilisées pour la cartographie du littoral, l'inventaire des ressources végétales, la compréhension de phénomènes de pollution et la détermination de sites aquacoles.

De même, les images transmises par les satellites météorologiques géostationnaires et défilants (NOAA) ou les satellites équipés de capteurs de couleur d'eau (NIMBUS-7, SPOT-3) permettent de dessiner des cartes de température de la mer très utiles pour la recherche de ressources animales. L'IFREMER a déjà eu l'occasion de tester ses techniques en coopérant avec le Chili et le Maroc lors de programmes d'études sur des remontées côtières d'eau dans des zones de pêche pélagique.

Les avatars

CLAUDE LAURIEU

L'ACTUALITÉ

Le Japon se réveille à cet égard, se réveille à cet égard, se réveille à cet égard... (The text continues with a dense column of news items, including mentions of Japanese industrial trends, environmental issues, and international relations.)

«LES ECHANGES INTERNATIONAUX COMPTENT UN PARTENAIRE A L'OUEST: BREST.»

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest prépare depuis quelques années, l'ensemble de la région à l'évolution rapide du contexte international. Pour atteindre ses objectifs, elle crée ou renforce une batterie de services qui font de Brest un axe de développement majeur pour les échanges avec le reste du monde.



- Une réalisation: le CIEL (Centre International d'Etudes des Langues). Le CIEL, c'est: • Un carrefour de rencontre pour auditeurs étrangers souhaitant se perfectionner en français. C'est pour eux la chance de fréquenter une école de haut niveau dans une Bretagne tonique, culturelle, sportive et gourmande (cours intensifs, cours de vacances, cours pour groupes...).



Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest - Place du 19-RJ, B.P. 126 - 29268 BREST cedex - Tél. 98 44 14 40.



LA BANQUE DE L'ENTREPRISE

La BCMB s'appuie sur la longue pratique bancaire et l'implantation unique en Bretagne d'un grand groupe d'expérience.

Son action, relayée par les 308 agences du CRÉDIT MUTUEL de BRETAGNE, met à proximité de chaque entreprise la force d'une banque d'affaires.

Animée par une équipe de spécialistes, elle dispose d'une structure souple et légère, conçue pour des interventions sans délai.

Trois mots d'ordre guident son action: COMPÉTENCE, COMPÉTITIVITÉ, RAPIDITÉ

Crédit Mutuel de Bretagne

une banque à qui parler



DÉFENSE NATIONALE... ÉLÉMENT FIDÉLITÉ... (The text continues with a list of news items, including mentions of national defense, international relations, and local events.)

PRIX SIMON-BOLIVAR 1988

Le Vicariat de la solidarité du Chili aux côtés des victimes de la dictature

L'UNESCO a attribué, le 29 mars 1988, le prix international Simon-Bolívar 1988 au Vicariat de la solidarité du Chili...

Le jury, composé de personnalités provenant de toutes les régions du monde (MM. K. Bakri, H. Lopes, A. Usler Pietri, L. Echeverría, G. Parthasarathi et W. Soyinka, prix Nobel de littérature) et présidé par M. Claude Julien, directeur du Monde diplomatique, a déterminé son choix...

Mgr Juan Francisco Fresno, cardinal-archevêque de Santiago, dont dépend directement le Vicariat, a été invité à recevoir le prix des mains du directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor...

Par PIERRE KALFON

A U cœur de Santiago, à la fisera des quartiers pauvres, la plaza de Armas semble sortie d'un livre d'images...

Depuis lors, le Vicariat est devenu l'institution chilienne la plus connue dans le monde pour sa résistance à la dictature...

Essaimant dans tout le pays, le Vicariat a organisé un réseau efficace de défense des droits de l'homme...

Le Vicariat a formé des équipes assez admirables de juristes, psychologues, médecins, assistants sociaux, etc...

LORSQUE les Chicago boys du général Pinochet décident froidement que le prix à payer pour la relance économique...

Laque les arrestations se multiplient dans les poblaciones après chaque proteste...

Mais ce qui a forcé l'admiration et le respect des organismes internationaux, c'est le sérieux et la minutie irréprochables...

En lui attribuant son prix international Simon-Bolívar 1988, l'UNESCO ne lui a pas seulement offert 25 000 dollars...

Colloques et rencontres: Etat et conflits sociaux dans les sociétés à solidarité pluralistes...

BILAN DU BOURGUÏBISME

Les avatars de la modernité en Tunisie

Par CLAUDE LIAUZY

L'ACTUALITÉ confère un intérêt supplémentaire à cet ouvrage publié en novembre 1987...

On aura reconnu la trajectoire et la courbe déclinante de l'un des plus longs leaderships de l'histoire du tiers-monde...

Le livre est donc un état des questions très à jour, un outil de travail qui manquera...

La quête d'une « problématique légitime »

UN autre éclairage aurait été précieux, celui des relations avec les Etats étrangers...

blématique légitime », au sens où l'entend Pierre Bourdieu.

Ni la pensée théologique ni la fascination de l'Occident ne peuvent réinterpréter les héritages symboliques...

(1) Tunisie au présent. Une modernité au-delà de tout soupçon?

(2) Cf. Hisham Sharabi, Neopatriarchy, A Theory of distorted changing contemporary Arab Society...

Dans les revues...

LE VÉNÈMENT EUROPÉEN. Une nouvelle revue qui souhaite « mettre à jour les problèmes européens et favoriser l'urgence de réponses européennes à ces problèmes ».

DÉFENSE NATIONALE. La défense de la France exposée par M. André Girard, et une analyse, par le général A. Barot...

INFORMATIONS ET COMMENTAIRES. Un dossier sur « crise financière et économique mondiale ».

POLITIQUE ÉTRANGÈRE. La revue consacre le fronton de son dernier numéro au truchement de la crise...

LETRE INTERNATIONALE. Un texte plus que sévère - dépit amoureux? - de Paul Thiélbaum sur l'Europe...

CPE BULLETIN. Une étude sur l'économie de 1992 pour l'industrie européenne de l'automobile...

HISTOIRES DE DÉVELOPPEMENT. Le thème « des tensions aux banques populaires » en Côte d'Ivoire...

LES DOSSIERS DU MILITANT. Des documents et des données qui méritent d'être connus...

EUROPE. Une série d'articles sur les portables dans les pays de l'Est...

TERMINAL. Une enquête sur l'information et la diffusion de la micro-informatique...

RECHERCHES INTERNATIONALES. Cette revue de l'Institut de recherches marxistes traite des expériences de transition démocratique...

THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS. Une étude de James Chace sur les raisons de l'offensive américaine...

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE. Un article de Daniel Van Eenwen sur l'Amérique centrale...

ÉCONOMIE ET HUMANISME. Une série d'études sur « l'état et le marché en Asie du Sud-Est et orientale »...

VERS LA VIE NOUVELLE. Un dossier sur la crise en Nouvelle-Calédonie...

REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES. Un thème unique : « La révolte des pierres ».

PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX. Un dossier consacré à la Méditerranée, avec des articles sur la stratégie des deux Grands...

LE EST UNE FOI. Le réveil de l'Asie, une dévotion « dévotion à l'éthique Mbembe »...

POLITIQUE AFRICAINE. Un article de Michel Cahen sur la crise de nationalisme en Afrique...

AUJOURD'HUI L'AFRIQUE. M. Achek Ibn Omar, président du GUNT, s'exprime sur les perspectives de paix...

CONJONCTURES. Dans un bon texte, Thierry Hénot s'interroge sur le silence du politique et sur l'impérialisme...

LA NOUVELLE REVUE SOCIALE. Un grand débat sur le revenu minimum d'insertion...

PEUPLES EN MARCHÉ. Un réquisitoire contre « le dios Fric »...

RÉPUBLIQUE. A signaler, en particulier, un débat sur le thème « Intégration et citoyenneté »...

ACTUALITÉ RELIGIEUSE. Un numéro spécial consacré à l'affaire Lefèvre: la menace de schisme...

LE SUPPLÉMENT. Cette revue d'éthique et de théologie morale consacre un dossier à « une clarification du concept de laïcité »...

SCIENCE ET TECHNOLOGIE. Un dossier particulièrement éclairant sur les politiques scientifiques prôonnées par les candidats à l'élection présidentielle...

NEOLOGIE LEXICALE. La deuxième livraison, consacrée cette fois au français, d'une revue de chercheurs qui suivent de près la production de néologismes...

KURADIO. Dans le premier numéro de cette revue des radios libres européennes, on trouve, en particulier, les textes de François Bourdeau...

REVUE ALGERIENNE DE LA COMMUNICATION. A lire: un entretien avec Claude Julien et un article de Mohamed Abbas sur « Le discours politique à la télévision »...

COSMOPOLITIQUES. Trois contributions d'écrivains: Alberto Moravia, Pierre Merxier (Belgique) et曹 Nouchoum (Pays-Bas)...

EUROPE. Les réalisations d'Afrique de Sud », dans leur diversité: entretiens, essais, romans, nouvelles...

LES CAHIERS. Un article de Boris Gous sur « L'œuvre d'Art Solaire: le projet de réalisme socialiste ».

Supplément Brest

par mer... La France produit 1130 000 t de céréales... L'aquaculture végétale et animale... Certaines espèces sont en fait propres à la consommation humaine...

L'ENTREPRISE

la longue pratique bar... unique en Bretagne... les 308 agences de... Bretagne, met à pro... la force d'une bar... de spécialistes, elle... souple et légère... sions sans délai... ont son action:... TIVITÉ, RAPIDITÉ... Mutuel... agne... qui parler

Journal 1988

UNE HISTOIRE VENUE D'OUTRE-ATLANTIQUE

Le capitalisme contre le citoyen

Par JACQUES DECORNOY

PRINTEMPS 1981. Le gouvernement socialiste est formé à Paris. L'Élysée s'interroge : où va l'économie mondiale ? L'ambassadeur de France aux États-Unis téléphone à M. Anthony Solomon, président du New-York Fed, qui lui annonce l'imminence d'une récession. La même question est posée par le ministre français des Finances au Trésor américain, qui prévoit une sérieuse expansion. M. Mitterrand (selon M. Solomon) se fie aux prévisions du Trésor : « Allons-y et choisissons le chemin de l'expansion car le Trésor américain nous a donné de telles assurances », dit-il lors du premier conseil des ministres. C'était oublier que le pouvoir et le savoir n'étaient pas entre les mains des politiciens, mais sous le contrôle du système technocratique-financier de la Réserve fédérale - à Washington et à Wall Street. On connaît la suite : ce fut la récession...

Cette anecdote, qui reflète à la fois le réel équilibre des forces aux États-Unis et au sein du monde occidental et l'ignorance des véritables rapports de puissance, est rapportée dans un de ces rares livres fondamentaux qui permettent de comprendre comment fonctionnent nos sociétés, et ne fonctionnent point du tout nos démocraties. Huit cents pages au fil desquelles William Greider pénètre dans le « temple » - la Réserve fédérale - et montre où se situe le pouvoir aux États-Unis (1). En cette année électorale - aux États-Unis, mais en France aussi - le lecteur d'un tel ouvrage est conduit à s'interroger sur la valeur d'un bulletin de vote, et, s'il en était encore besoin, sur le sens du mot liberté dans les sociétés dites libérales, ou plutôt, car tel est leur véritable qualificatif, capitalistes (2).

Une structure de classes

WILLIAM GREIDER retrace l'histoire du système financier « public » - la Réserve fédérale, ou Fed - depuis sa naissance en 1913, qui, note-t-il, a fixé « les limites permanentes » de la démocratie américaine en consacrant la toute-puissance des banquiers les plus influents au détriment « du monde du travail, des fermiers et du petit business ». C'est à une véritable analyse de classes que se livre l'auteur. Ceux qui dominent aujourd'hui la société américaine, ce sont les 2 % de familles qui détiennent 30 % des avoirs en liquide, 50 % des actions possédées par les personnes privées, 39 % des obligations des sociétés et du gouvernement, 71 % des valeurs non taxées émises par les municipalités, 20 % des biens immobiliers, 10 % des familles possèdent 86 % des actifs financiers nets (hors institutions). A l'autre bout de la chaîne, 55 % des familles ne possèdent rien, ou sont endettées. Seuls les 10 % de la couche « supérieure » intéressent Wall Street.

Et pourtant, tous les Américains peuvent voter. Remarque, à ce propos, de William Greider, analysant la campagne de 1984 : « Étant donné l'état de décomposition de la démocratie « électorale », à peine plus de la moitié des Américains votent lors des élections présidentielles. L'électorat actif rassemble les Américains les plus instruits, les plus prospères - les mêmes qui, en gros, profitent des taux d'intérêt élevés. Les Américains endettés, bien que majoritaires, comp-

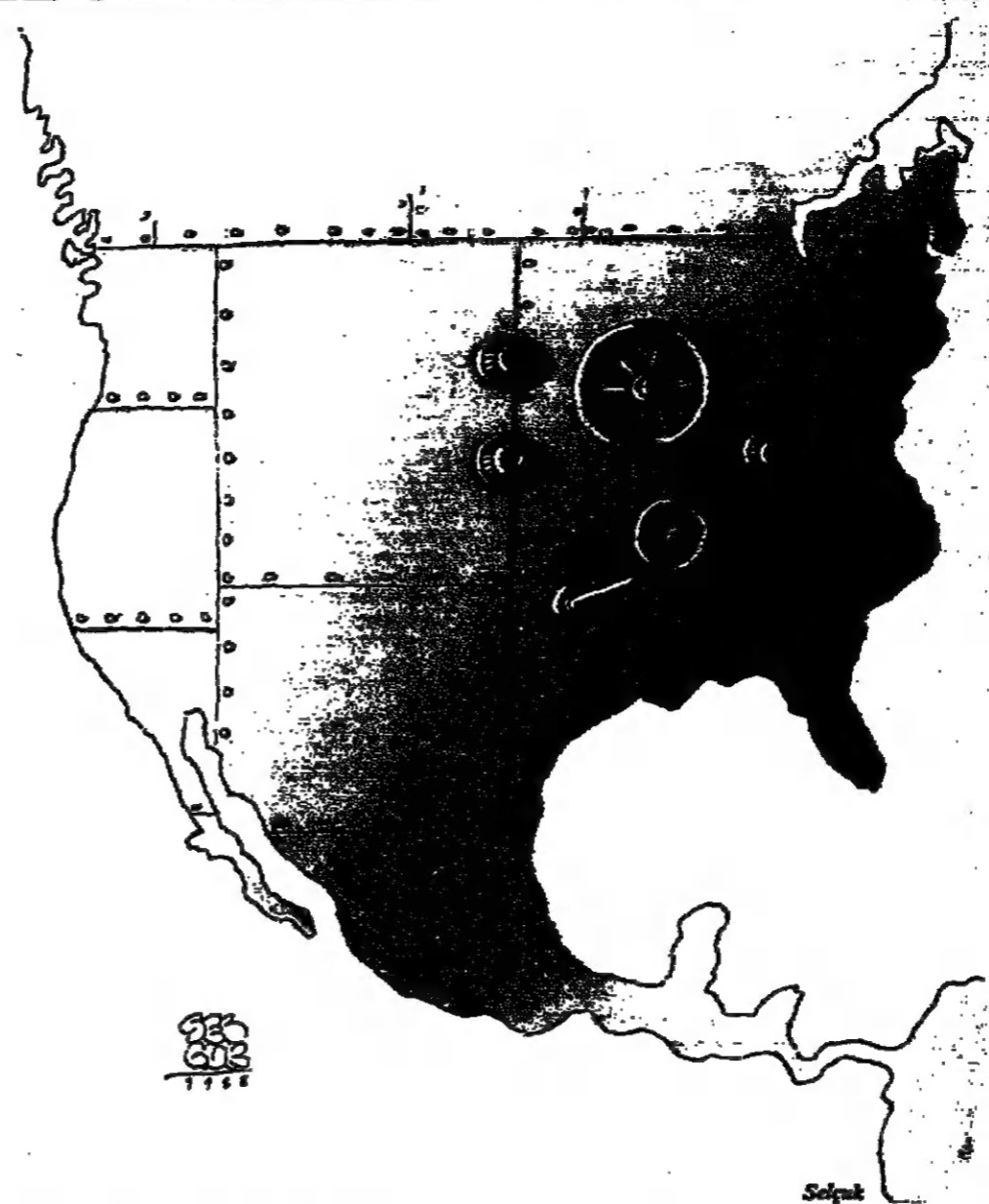
taient moins en période électorale. Voilà qui expliquait pourquoi les politiciens, en particulier les démocrates qui, en principe, parlent au nom des moins fortunés, n'abordaient jamais les implications de classe de la dette et des taux d'intérêt. En parlant au nom des endettés, parmi lesquels beaucoup ne votent jamais, un candidat risquait de heurter les créanciers qui, eux, votaient... »

Le pouvoir bancaire

Le bon peuple et les dirigeants étrangers ont cru et croient que le pouvoir se situe à la Maison Blanche, ou au Congrès, ou encore au Pentagone - selon les époques et les problèmes qui surgissent. C'est oublier que M. Paul Volcker, lorsqu'il était président de la Réserve fédérale, a imposé sa loi à M. Carter et, souvent, à M. Reagan. C'est oublier aussi que les membres du Congrès dépendent largement, pour être élus, du pouvoir bancaire, et que, pour environ un quart, les élus sont plus ou moins directement liés à ce même pouvoir. C'est oublier que la Réserve fédérale, qui représente en fait les intérêts des plus grandes institutions financières privées, n'est soumise à aucun contrôle démocratique et est indifférente - si tel est son intérêt idéologique et matériel - aux vœux du politique : aussitôt nommé par M. Carter, M. Volcker lança l'institution, et donc l'économie américaine, et, par voie de conséquence, l'économie mondiale, sur la voie monétariste, ce qui n'aida en rien en 1979 le candidat Carter, mais ouvrit la route néolibérale du candidat Reagan.

Une règle : la stabilité de la monnaie, la lutte contre l'inflation. Peu importent le coût social et économique d'une telle stratégie (que William Greider compare à une vraie « guerre coloniale » - interne), la récession, les millions de chômeurs, les dizaines de milliers de faillites. Une stratégie - l'auteur l'explique dans le détail - qui a contribué à la concentration capitaliste et à la montée en puissance du pouvoir financier. Car ce capitalisme n'est pas un : il est foisonnant, complexe, hanté de contradictions. Des pans entiers de ce qui pouvait être considéré comme des secteurs pesant lourdement sur l'économie sont sacrifiés au profit d'autres. La Réserve fédérale dicte sa loi. M. Reagan ne peut, contre Wall Street, remplacer M. Volcker dont la politique contredit celle de la Maison Blanche sur bien des points. Ce qui ne signifie pas que la Réserve fédérale ne modifie pas sa stratégie : elle sait, quand elle s'aperçoit qu'elle est allée trop loin, qu'elle a précipité l'économie au bord du gouffre, amender sa politique de taux d'intérêt ou de contrôle de la masse monétaire.

Les erreurs abondent, qui sont parfois colossales. Les grands-prêtres du « temple », en 1982, changent de stratégie après avoir, pendant trente-trois mois, « imposé à l'économie américaine - et au monde - la discipline la plus sévère jamais appliquée pendant l'histoire de la banque centrale américaine : la politique monétaire de la Réserve fédérale avait fait monter les taux d'intérêt aux niveaux les plus élevés du vingtième siècle, niveaux qu'on aurait qualifiés d'usuraires en d'autres temps ». Et puis, soudain, le 1^{er} juillet 1982, nouvelle politique : on relance l'économie, l'argent coule à flot.



Erreur aussi - ou logique du système - la période qui verra s'affirmer le jeu boursier, et des sommes énormes se porter sur la spéculation, les OPA, plus rarement sur l'économie productive. Mais la Réserve fédérale veille au grain : M. Volcker, moins présent à la télévision que dans les instances où se décide le sort de l'humanité, mène campagne contre les syndicats et pour un tassement des salaires.

Le savoir gênant

AUTRE erreur - si le mot convient : la Réserve fédérale n'intervient que mollement auprès des géants de la finance - dont elle est l'émanation - qui prêtent sans compter, sans raisonner, sans prévoir, au tiers-monde, sud-américain notamment. Et soudain, M. Volcker, « le tsar de l'économie américaine », voit entrer dans son bureau les responsables mexicains aux abois : le tiers-monde ne peut plus rembourser. La technocratie financière, si sourcilieuse lorsqu'il s'agit de « n'importe quel » coût humain - de juguler l'inflation aux États-Unis, a laissé s'emballer la machine de l'endettement, a cru que ces pays, auxquels des sommes énormes étaient avancées, allaient se couvrir d'entreprises, d'auto-roulottes, de consommateurs, et que la gigantesque machine mondiale allait fonctionner comme un certain credo libéral le suggérait. Il en alla autrement. Et il y eut un certain lundi 19 octobre 1987. M. Volcker n'était plus en poste ; il avait été remplacé par M. Alan Greenspan, « un économiste suffisamment conservateur pour que Wall Street fût rassuré ».

Pour user d'un cliché, l'histoire que raconte William Greider ne se résume pas. En revan-

che, elle oblige à s'interroger sur le type de société dans lequel nous vivons, car le livre ne concerne pas les seuls États-Unis. Cette étude pulvérise le mythe de la société sans classes, dont le capitalisme de la fin du vingtième siècle aurait accouché en se faisant « populaire » : le mythe, aussi, de prétendus consensus.

William Greider s'interroge, dans ses dernières lignes, sur le sens de ce qui tient lieu d'éthique, qui s'appelle l'argent et fait fonction de ciment entre les personnes dans les sociétés capitalistes. Il écrit : « Si les secrets du temple étaient dévoilés, le mystère de l'argent se dissoudrait [...]. Les tabous une fois décodés perdraient leur pouvoir de persuasion. Les Américains sauraient avec précision ce qui les unit au sein de leur société, les accords passés en leur nom, les rigoureux rituels observés [...]. Ils comprendraient enfin ce en quoi ils croient. Cependant, le mystère était nécessaire pour faire vivre la foi sociale. Savoir était gêne. Ignorer les secrets reconfortait. Si les Américains avaient peur de regarder à l'intérieur du temple, peut-être était-ce parce qu'ils craignaient d'apprendre la vérité à leur sujet. »

Le message va loin, très loin, bien au-delà des États-Unis. Il appelle, au terme d'une analyse scientifique, au renversement de l'argent, et à la prise du pouvoir par les électeurs enfin devenus citoyens.

(1) William Greider, *Secrets of the Temple. How the Federal Reserve Runs the Country*, Simon and Schuster, New-York, 1985, 299 pages, 18,95 dollars.
(2) Lire le brochure du Monde diplomatique, Le Libéralisme contre les libertés, avril 1988, « Manière de voir 2 ».

Dans ce numéro :

- PAGE 2 : Courrier des lecteurs.
- PAGE 3 : Dans les territoires occupés : La génération de l'«intifada», par notre envoyé spécial Alain Grusk.
- PAGE 4 : La stratégie américaine face aux défis du siècle : «Discussion sélective» et vieilles recettes, par Michael Elara.
- PAGE 5 : Le grand tournant de la diplomatie soviétique, par Lily Marceau.
- PAGES 6 et 7 : L'EUROPE, DERNIER RECOURS POUR UNE RELANCE MONDIALE ? par Aïcha Lipietz.
- PAGE 8 : L'espoir déçu des paysans andalous, par François de Ravignan.
- PAGES 9 à 12 : LA DIPLOMATIE DE JEAN-PAUL II, par Jacques Decornoy. - Le rêve polonais d'une chrétienté restaurée, par Peter Hebbelwartz. - Rome-Pékin, ou le quadrilatère du cercle, par Béatrice Lesny. - La

- relance d'une vieille formule : l'«unité des catholiques italiens», par Domenico del Rio.
- PAGE 13 : Le terrain de l'extrême droite, suite de l'article de Christian de Brle.
- PAGE 14 : Arracher l'Amérique latine à sa détresse, par Jacques Chesché.
- PAGES 15 à 22 : SOCIÉTÉS ÉCARTELÉES, PLANÈTE DISLOQUÉE, par Claude Julien. - La défaillance sociale des démocraties, par Gilbert Lagommesse et Daniel Druesse. - Quand la technologie fait exploser le travail, par Philippe Messine. - Une culture de l'exclusion, par Ignace Rummenet. - L'impossible modèle urbain dans le tiers-monde, par Claude Lissau. - Au nom de la modernité, par Jean Chesneau. - L'égalité comme source de richesse, par Albert Jacquard. - L'univers anesthésiant du petit écran, par Gilles Perrault. - La fin du rêve américain, par Pierre Dommergues.
- PAGE 23 : Bonheur et progrès par la publicité : L'annonce faite au tiers-monde, par François Brusa. - Radicalisation en Afrique du Sud, par Georges Sarre.
- PAGES 24 et 25 : LES ZAIROIS EN ÉTAT DE SURVIE, par Colette Braeckman.

- PAGES 26 et 27 : Une nouvelle de Spéjmal Zariab : LES BOTTES DU DÉLIRE.
- PAGE 28 : L'équilibre militaire conventionnel : L'URSS décline-t-elle une supériorité navale et chimique ? par Antoine Sanghaestil.
- PAGES 29 à 32 : Brest, à la pointe occidentale de l'Europe (supplément).
- PAGE 33 : Les avatars de la modernité en Tunisie, par Claude Lissau. - Le Vicariat de la solidarité-du-Chaïl aux côtés des victimes de la dictature, par Pierre Kalfas.
- Dans les revues...
- PAGES 34 et 35 : LES LIVRES DU MOIS : «Liberté, hâchité. La guerre des deux France et le principe de la modernité», d'Émile Poulat, par Yves Florenne. - «Lettres d'exil», d'Ariane Efron et Boris Pasternak, par Jacques Decornoy. - «Les Yeux du volcan», de Sony Labou Tansi, par Michel Lobé Ewasié.

Le Monde diplomatique du mois d'avril 1988 a été tiré à 156 000 exemplaires.

المنشور